

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES-OPPRIMÉS

PARAÎSSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

Vu l'importance et l'abondance des matières, nous avons été obligés de remettre à notre prochain numéro la continuation de notre Enquête.

La Quinzaine Internationale

Les tractations Balkaniques

Les négociations diplomatiques, qui se déroulent depuis quelques semaines dans les Balkans, changeront-elles la physionomie de la Péninsule? Il est permis d'en douter, comme il est licite de contester leur valeur dans l'ordre de la pacification générale. Les journaux conservateurs d'Occident sont tous plus ou moins liés à l'une ou à l'autre des chancelleries sud-orientales, et c'est pourquoi, sur des suggestions trop faciles à deviner, ils sont entraînés à forcer ou même à fausser la signification de certains pourparlers. Qu'une crise éclate, ils ferment les yeux sur elle et rassurent leurs lecteurs, même s'ils ne sont pas rassurés personnellement. Qu'une entente intervienne, fût-ce sur des questions très accessoires, ils glorifient les hommes qui l'ont conclue et créent une atmosphère de confiance illusoire.

C'est un fait que les Etats Balkaniques ont tous été mêlés récemment à des négociations de cette espèce. Il faut se demander quels étaient leurs rapports auparavant et en quelle mesure ces rapports ont été modifiés.

Les Etats Balkaniques proprement dits, si on laisse de côté la Roumanie, qui relève à la fois de la presqu'île et du secteur Danubien, ou mieux, qui relie celui-ci à celle-là, sont: la Yougoslavie, l'Albanie, la Bulgarie, la Grèce et la Turquie — car il ne convient d'oublier cette Turquie qui, en refluant en Asie vers Angora, a gardé à Constantinople un pied-à-terre sur ce Continent.

Or, la Yougoslavie est en très mauvais termes avec l'Albanie, devenue un protectorat italien depuis les actes de 1926 et de 1927, et d'où les troupes italiennes pourraient aisément s'élaner contre elle. La Yougoslavie, depuis 1915, et même depuis 1913, considère la Bulgarie comme une ennemie traditionnelle; elle s'est d'autant plus fortifiée dans cette conviction, que le cabinet de Sofia est en coquetterie réglée avec le cabinet de Rome. La Yougoslavie n'entretenait que des relations assez froides avec la Grèce, qui l'avait livrée, en 1915, à l'invasion bulgare, en dépit des engagements contractés. Depuis lors, il est vrai, elle avait obtenu du dictateur Pangalos que fussent sanctionnées ses prétentions à un débouché sur la mer Egée, mais la Chambre hellène avait rejeté l'entente signée, en alléguant qu'elle sacrifiait la souveraineté nationale. La Grèce elle-même nourrissait une certaine hostilité à l'endroit de la Turquie, et cette hostilité était réciproque, car les deux pays étaient impliqués, depuis les lendemains de la guerre mondiale, dans une négociation très complexe au sujet du transfert des populations et aussi des propriétés. Les sentiments d'antipathie et d'inquiétude qui subsistaient entre les chancelleries avaient été encore alimentés et stimulés par les ingérences des grandes puissances dans les litiges balkaniques: l'Italie a ses clients dans la presqu'île, comme la France et l'Angleterre. De nouveaux antagonismes ont remplacé le vieil antagonisme Austro-Russe, qui a battu son plein en 1914.

Prenons maintenant l'une après l'autre les tractations les plus récentes.

I. — La Yougoslavie et la Grèce ont signé successivement deux accords: un accord économique, par lequel la

seconde confère à la première la possibilité d'expédier ses marchandises à Salonique et de les envoyer dans le Levant par la mer Egée; un accord politique, qui a pris la forme aujourd'hui usuelle et routinière d'un traité d'amitié et de conciliation.

En somme, le cabinet de Belgrade a redouté qu'au cas de conflit avec l'Italie, l'Adriatique ne fût fermée à ses produits, et que lui-même ne put recevoir du dehors les articles dont il avait besoin. La Serbie, jadis, a toujours été hantée de l'idée de l'encerclement, qui est si désastreuse en soi. Elle s'imagine aujourd'hui avoir brisé le cercle et, dans la pire hypothèse, garder en toute éventualité licence de communiquer par mer avec le reste de l'Europe.

Mais le traité économique et le traité politique n'ont peut-être pas toute la portée qu'on leur attribue à Belgrade et dans la presse que Belgrade inspire. La Grèce n'est pas seulement liée à la Yougoslavie; elle est aussi liée à l'Italie. Quelle serait son attitude si la rupture éclatait entre cette Italie et cette Yougoslavie? Conserverait-elle la neutralité? Ou bien saisirait-elle le Dodécannèse et l'Albanie du Sud, dans le cas où elle discernerait un fléchissement italien? Des traités analogues à celui qui vient d'être publié, sont éminemment suspects, d'abord parce qu'on hésite à affirmer qu'ils seront réellement exécutés, et ensuite parce qu'ils peuvent aussi bien élaborer la guerre que préparer la paix. Et les Balkans ressemblent à un cratère toujours en fusion.

II. — On a fait grand état aussi des pourparlers de Pirot, qui n'avaient qu'un objet limité et qui se bornaient à régler des incidents de frontière serbo-bulgares. A coup sûr, ils auraient pu échouer, et ils ont réussi. Mais ce succès n'aboutira pas à nous convaincre que les relations de bon voisinage sont rétablies entre une Bulgarie et une Serbie élargie à la Yougoslavie, qui ont presque toujours fait figure d'adversaire l'une en face de l'autre.

N'oublions pas que la Yougoslavie, — et plus encore depuis le coup d'Etat d'Alexandre et du général Jivkovitch qu'auparavant, est taxée d'impérialiste par les Bulgares, et qu'effectivement elle abrite des ligueurs panserbes toutes puissantes et maîtresses du gouvernement. N'oublions pas que la Bulgarie, de son côté, est le refuge des comitadjis macédo-niens; qu'elle en subit la pression et qu'elle voudrait bien s'annexer la Macédoine sous une forme ou sous une autre. Et c'est pourquoi même si viennent des accords temporaires et secondaires, tel celui de Pirot, ils ne doivent pas nous dissimuler la gravité fondamentale du différend bulgare-yougoslave qui est, en quelque sorte, historique.

III. — La Turquie s'est rapprochée en plusieurs étapes de la Bulgarie. Elle s'en rapprochait d'autant plus, d'ailleurs, que son litige avec la Grèce se marquait plus aigu. En 1925 Angora et Sofia ont signé un premier pacte; plus récemment, elles en paraphaient un second. Rien ne les divise, et Moustafa Kémal espère que Sofia serait plus souple, plus docile que Belgrade ou Athènes. Au reste, Mussolini et le sous-secrétaire Grandi n'ont rien négligé pour corroborer chez lui cette idée.

IV. — Par contre, les rapports ont été rarement aussi tendus entre Constantinople et Athènes. Ce n'est pas le lieu de revenir longuement sur les problèmes que discutent les

deux chancelleries et qui se réfèrent à la migration des deux peuples, les Grecs de Turquie étant rentrés en Grèce et les Turcs de Grèce devant rejoindre leur pays d'origine. Des questions de propriété sont ici connexes aux autres. A la fin du mois dernier, n'avait-on pas parlé, malgré les démentis de Moustafa Kémal, d'une mobilisation des forces turques? En vain Mussolini, qui ne néglige jamais une occasion de faire valoir son influence, a essayé de rapprocher entre elles les deux parties; une méfiance règne depuis un siècle, qui ne s'amortira pas facilement.

Si cette revue est exacte, on se demande comment la presse parle de pacification balkanique. Peut-être assiste-t-on à une accalmie. Mais il ne faut compter ni sur les gouvernements dictatoriaux de la Péninsule, ni sur l'immixtion des grandes chancelleries pour résoudre les conflits. Pour consolider la paix, il faudra recourir à d'autres moyens, ceux que nous n'avons cessé de préconiser ici.

Paul Louis

Voyages diplomatiques

Paris a été, pendant les trois semaines qui viennent de s'écouler, le théâtre de plusieurs entretiens diplomatiques, sur lesquels il convient d'attirer l'attention, car ils peuvent avoir une répercussion directe sur la situation des puissances balkaniques et proche-orientales. Sous prétexte de venir consulter un professeur de médecine, ou rencontrer un parent, ou participer à une cérémonie officielle, des hommes d'Etat de la Péninsule Balkanique sont venus dans la capitale française. Mais ils n'ont point manqué de conférer avec le ministre des Affaires Etrangères, le président de la République, le président du Conseil.

Dressons la nomenclature de ces entretiens et essayons d'en dégager la portée politique. Au lendemain de la session du Conseil de la S. D. N. qui avait enterré dans les conditions que l'on sait le problème des minorités, M. Titulesco, ministre roumain à Londres, vint à Paris. Devant l'Académie diplomatique internationale, il exposa la thèse des vainqueurs sur le problème minoritaire. Applaudi par la plupart des journaux qui interprètent à des titres divers la pensée du Quai d'Orsay, M. Titulesco représenta que les «garanties» dont jouissent les minorités ethniques constituent une faveur octroyée généreusement par les bénéficiaires des Traités, faveur que ceux-ci pourraient délibérément supprimer si les minorités s'avisèrent de «saper» l'oeuvre des Traités. Après quoi, M. Titulesco, ayant formulé cet avertissement qui avait très-exactement le sens d'une menace, retourna à Londres. Pour peu de jours, car quelques temps après il rejoignait à Paris le professeur Mironesco, ministre des Affaires Etrangères de Roumanie. Les deux personnages furent invités chez M. Briand, confèrent longuement avec le ministre français, puis M. Mironesco s'installa pendant plusieurs jours à St-Germain et, avant de rejoindre Bucarest, il se rendit à Londres. Le plus grand secret fut gardé sur ses démarches.

Entretiens, l'un des hommes les plus suspects de la Main Blanche, le général Hadjitch, ministre de la Guerre yougoslave, débarquait à Paris pour participer à la parade chauvine des obsèques de Foch. Il précédait de quelques jours son collègue Koumanoudi, ministre des Affaires Etrangères de Belgrade.

Il est impossible de ne voir dans ces voyages que l'effet d'une banale coïncidence. Il faut y rechercher plutôt l'expression de la volonté de l'impérialisme français d'enregistrer au cours d'un examen commun avec ses alliés les résultats obtenus grâce à ce que l'on a appelé le «redressement» de la politique extérieure française. Ce «redressement» est avant tout le fait de la collaboration qui unit désormais le Quai d'Orsay et le Foreign Office. La conjugaison des efforts de deux puissances a-t-elle été fructueuse? A-t-elle conjuré la crise de la Petite-Entente qui bientôt va tenir sa réunion périodique? Quel est le chemin parcouru, quels sont les tout-prochains objectifs? Voilà les problèmes qui furent examinés dans les entretiens de ces dernières semaines.

Avec les Yougoslaves, c'est de toute évidence des rapports serbo-grecs qu'il a été question à Paris. Certes, le traité récemment signé par MM. Carapanos au nom du cabinet d'Athènes et Koumanoudi au nom du gouvernement de Belgrade, ne satisfait pas aux vieilles réclamations yougoslaves concernant le régime de Salonique et de la voie ferrée Guévghéli-Salonique. En particulier la Yougoslavie n'a pu obtenir comme elle le désirait qu'en cas de conflit licence lui fut donnée de transporter des armes par la mer Egée. La portée

du traité gréco-yougoslave est quelque peu amoindrie par la signature du traité italo-grec qui le précéda. Ils restent sans la conclusion de cet accord entre Athènes et Belgrade la situation de la dictature yougoslave eût été particulièrement critique. Si désavantageux qu'il soit, le traité de Belgrade est une riposte aux travaux d'encerclement que poursuit l'impérialisme italien, comme l'attestent les pérégrinations ininterrompues du sous-secrétaire d'Etat Grandi à Angora, Budapest etc. Or, ce traité n'a été possible que grâce à la pression de l'Angleterre sur ses débiteurs d'Athènes. Le Foreign Office qui, naguère, encouragea l'expansion italienne et provoqua la chute de Pangalos, lequel avait fait droit aux réclamations serbes, intervint aujourd'hui à Athènes conformément aux désirs du Quai d'Orsay pour engager Vénizélos à négocier avec les dirigeants de Belgrade. On peut dire que la signature du traité yougoslave est le fruit de l'alliance anglo-française au même titre que la démarche faite il y a quelques mois contre les organisations macédoniennes par les cabinets de Londres et de Paris.

Mais ces démarches, on l'a souvent souligné ici, n'ont pas manqué d'inquiéter d'abord, d'irriter ensuite le dictateur du palais Chigi. Déjà au mois de décembre dernier le Duce exprimait son amertume au sujet de l'évolution de la politique anglaise. Il disait aux membres du Grand Conseil: «Vous devez habituer le pays à l'idée que nous sommes sans amis et que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes... Sur-tout il faut en finir avec la vieille formule de l'amitié traditionnelle entre nous et l'Angleterre. Je pourrais vous citer des exemples caractéristiques du manque de sincérité des dirigeants anglais». Mussolini interdit que cette partie de son discours fut livré à la publicité. Il n'en est point moins vrai que ses paroles exprimaient bien l'irritation des dirigeants responsables de l'impérialisme italien. Le cabinet conservateur de Londres a été lui-même ému de la campagne entreprise par la presse fasciste contre l'alliance navale anglo-française. Soucieux à la fois de ne point renoncer à cette alliance qu'il juge indispensable dans sa lutte contre l'hégémonie américaine et de ne point s'aliéner la sympathie du fascisme à la veille d'élections pour lesquelles il sonne le ralliement de toutes les forces de conservation et de réaction sociale, le gouvernement Baldwin a eu soin de dépêcher ces jours-ci son ministre des Affaires Etrangères à Florence. Sir Austen s'est entretenu avec Mussolini. Certains organes de la presse internationale ont avancé au lendemain de l'entrevue de Florence, que le secrétaire d'Etat du Foreign Office avait réussi à calmer les appréhensions italiennes en promettant un prompt règlement des problèmes litigieux demeurés en suspens entre la France et l'Italie (statut des Italiens résidant en Tunisie, frontières entre la Tripolitaine et la Tunisie). Il est encore difficile de dire quel sera le résultat de l'initiative britannique, mais on peut affirmer que la France ne fera de concessions à sa rivale italienne que dans la mesure où elle aura besoin de la neutralité ou de l'appui italien dans les entreprises guerrières ou répressives qu'elle organise au Maroc et en Syrie, ainsi que de l'apaisement du conflit entre Rome et Belgrade.

Enfin il serait bien invraisemblable de supposer qu'il n'a point été question, au cours des entretiens récents, de la Russie Soviétique. Sans doute, le cabinet conservateur de Londres, menacé par une crise économique dont l'ampleur grandit chaque jour, a dû se résigner à envoyer à Moscou une délégation d'industriels dont les premières déclarations confessent les résultats catastrophiques de la politique anti-soviétique pratiquée par le gouvernement Baldwin. Mais ces circonstances n'atténuent nullement la volonté d'agression qui anime les impérialismes occidentaux France et Angleterre contre l'URSS. Les manoeuvres anglaises à la frontière nord-ouest des Indes, la terreur renforcée contre les travailleurs hindous sont significatives à cet égard et il est caractéristique que la France s'associe à ces entreprises, comme le prouvent les récents voyages du général Gouraud à Delhi et à Londres. Mais ce n'est pas seulement aux Indes et en Afghanistan que s'organise la croisade anti-soviétique. C'est aussi dans l'Europe centrale. Ces jours-ci, la «Neue Freie Presse» de Vienne indiquait que l'un des grands problèmes débattus dans les chancelleries était précisément la constitution d'un bloc anti-soviétique de la Petite-Entente et de la Pologne, auquel il serait question d'intégrer la Hongrie de Bethlen. Il n'est pas douteux que cette question a fait l'objet des conciliabules récents. Les hôtes officiels de M. Briand se sont demandés sans doute, au cours de leurs conversations, comment ce projet pourrait être mis à exécution sans compromettre la solidité de la Petite-Entente.

Nous sommes loin, on le voit, des prétextes futiles avancés par les diplomates pour justifier leurs déplacements. Les voyages comme ceux dont nous avons le spectacle ont toujours précédé l'explosion des grands conflits.

Gabriel Péri

Le budget de la dictature Yougoslave

L'image la plus fidèle de la politique de tout gouvernement, c'est le budget. L'image reflétée par le budget de la dictature de Belgrade est particulièrement fidèle, attendu que ce budget a été établi sans la participation du parlement, sans le camouflage habituel pratiqué par les autres gouvernements de Belgrade.

Le budget s'élève à 12.464.474.912 dinars. Comparé à celui de l'exercice dernier, il est de 412.722.921 dinars plus élevé. Les dépenses pour les pensions ont été augmentées de 211 millions de dinars; celles pour l'administration supérieure de l'Etat: de 147 millions; celles pour le ministère des Finances: de 32 millions; celles pour le ministère du Commerce: de 30 millions; celles pour les dettes de l'Etat: de 27 millions (annuités pour le nouvel emprunt suédois); pour le ministère de l'Intérieur: de 23 millions. Aucun journal yougoslave ne fut autorisé à publier l'augmentation du budget du ministère de la Guerre et de la Marine, qui est de plus de 400 millions de dinars. La censure ne permit pas non plus de publier certaines diminutions: le budget du ministère de la Prévoyance Sociale a été diminué de la moitié et ne s'élève actuellement qu'à 29.770.000 dinars; celui du ministère de l'Agriculture, qui avait jusqu'ici la moindre part dans le budget, a été diminué de 38 millions, c'est-à-dire de 30%, et ne s'élève qu'à 75.630.000 dinars; le budget du ministère des Réformes Agraires (actuellement supprimé et le budget attaché à celui du ministère de l'Agriculture) s'élève en dépenses ordinaires à 12.501.220 en tout, et en dépenses extraordinaires à 24.501.028 — destinées aux paiements aux féodaux et gros-proprétaires.

Le budget est divisé, comme le précédent, en deux parties: le budget de l'administration supérieure de l'Etat s'élève à 7.945.647.510 dinars, et le budget des entreprises d'Etat à 4.578.827.402: c'est-à-dire, les 65% du budget sont pour sa partie improductive, et les 35% seulement pour sa partie productive. Du budget de l'administration supérieure de l'Etat, dont les dépenses sont couvertes par les impôts directs et indirects, 2.528.571.000 dinars sont pour le ministère de la Guerre, 586.612.000 pour le ministère de la Police, et 895.430.000 pour paiements de dettes contractées principalement pour des buts militaires: les 51% du budget de l'administration supérieure de l'Etat, c'est-à-dire du budget effectif couvert par l'imposition des masses, sont donc ainsi affectés à l'armée, la police et à des dettes principalement militaires.

Par cette analyse du budget des dépenses, nous voyons nettement ressortir l'image du régime militaire-dictatorial avec toutes ses caractéristiques, sur lesquelles nous avons toujours attiré l'attention de l'opinion publique: de ce régime du militarisme, du gros-capitalisme et des gros-proprétaires fonciers, dont les intérêts sont parfaitement et entièrement représentés dans ce budget. Il est clair que le gouvernement dictatorial, composé des représentants de l'impérialisme grand-serbe, a porté toute son attention au maintien et à l'augmentation de l'armée pour préparer l'application intégrale de sa politique d'hégémonie dans les Balkans. Il veut maintenir et augmenter l'ancien et énorme budget de la police pour continuer à opprimer plus cruellement encore que jusqu'ici tous les mouvements nationaux ou oppositionnels en Yougoslavie. Avec une brutalité dénuée de toute considération, le gouvernement dictatorial, composé des représentants des banquiers serbes et yougoslaves, a porté dans ce budget un coup féroce et cruel contre l'agriculture et la paysannerie; avec le cynisme d'un bourreau, il a supprimé la réforme agraire en ce moment de faim générale dans le pays, de diminution générale de la récolte de 20 à 30%, en ce moment de paupérisme et de prolétarianisme des masses paysannes; et, en même temps, il a fondé une Banque Agraire avec un capital de 300 millions de dinars, pour effectuer des paiements d'indemnisation aux féodaux et aux gros-proprétaires, ce en sus des crédits extraordinaires prévus à cet effet dans le budget.

Mais ce budget a délarvé un autre côté aussi du régime d'aujourd'hui. Le régime de la dictature a montré que loin d'être en état de diminuer les charges financières, il est obligé de les augmenter pour se maintenir. Et les charges sont devenues tellement écrasantes, que le peuple ne peut plus les supporter. Les promesses réitérées d'économie n'ont été faites que pour duper les masses, pour les apaiser momentanément, afin qu'elles ne se soulèvent point, jusqu'à ce que la dictature se soit fortifiée à l'aide de son appareil policier et militaire.

Mais le budget des recettes délarve tout particulièrement le véritable caractère de la dictature. Le budget de l'administration supérieure de l'Etat sera couvert par des impôts directs de 1.864.000 dinars en tout, et par des impôts indirects (payés par les consommateurs seulement) de 6.081.647.000: donc, les 30% seulement sont couverts par des impôts directs, et les 70% par des impôts indirects. La bien plus grande partie des impôts directs, qui sont généralement considérés comme des impôts sur le capital, pèse en réalité sur les petits et moyens paysans et propriétaires (sous forme d'impôt foncier), et, depuis quelques années, sur les ouvriers eux-mêmes (impôt sur les salaires, que les employeurs doivent défalquer des salaires). De plus, le nouveau budget prévoit pour les impôts directs une augmentation de 19.575.000 dinars, principalement par l'élevation de l'impôt foncier.

Le ministre des Finances relève dans son exposé ce que le régime dictatorial nous réserve pour l'avenir au point de vue financier: «Il est avéré, dit-il, que chez nous le budget des dettes doit continuellement augmenter, ce d'une façon considérable après le règlement des dettes de guerre à la France, surtout après un règlement défavorable de la question des dettes de guerre, et après la conclusion d'un emprunt pour la stabilisation et les travaux publics... De même, la consolidation des entreprises lucratives augmentera nécessairement les dépenses...»

Si l'on considère que les dettes flottantes sont plus nombreuses que les dettes fixées, que rien que le paiement des dettes de guerre à la France — qui, d'après les déclarations mêmes du ministre des Finances, sera réglé d'une manière défavorable pour la Yougoslavie — chargera le budget d'au moins 300 millions par an, que les autres annuités dépasseront 2 milliards, on verra nettement ce qui menace dans un proche avenir les peuples de Yougoslavie, s'ils ne prennent pas en propres mains leur propre défense.

La situation financière du pays présente un tableau désolé. Le dernier bilan commercial se terminait par un passif de 1.390.000.000 de dinars. L'exportation au cours de l'exercice actuel diminua de 6,7%. La paysannerie étouffe sous les dettes usuraires de 4 milliards de dinars et des dettes d'impôts de plusieurs centaines de millions. Le budget actuel, au lieu de diminuer les différents impôts, les a augmentés; et au lieu d'augmenter les crédits agricoles et sauver ainsi les peuples de Yougoslavie de la catastrophe de la crise agricole plus aiguë encore cette année-ci à la suite de la mauvaise récolte, les crédits qui leur étaient jusqu'ici accordés leur furent aussi retirés et remis en les mains de cette institution intitulée Banque Privilégiée Agraire, pour payer des indemnités aux aghas, beys et gros-proprétaires.

Pour la «consolidation financière» du pays, les dictateurs de Belgrade ont largement ouvert toutes leurs portes au capital étranger, et, de connivence avec ce capital, ils se sont approprié toutes les richesses du sol: les forêts, les mines, ainsi que les voies de communication, etc. Ils se sont partagé la fortune populaire acquise au cours des siècles. Les journaux gouvernementaux eux-mêmes, comme par exemple le «Yougoslovenska Lloyd», durent reconnaître ouvertement par les paroles suivantes les côtés passifs du régime: «Il faut encore inscrire parmi les points passifs du régime actuel le fait que le capital international et non précisément amical a tendu ses mains avec quelque avidité et a trouvé des complices pour la conquête de tout ce qui a de la valeur chez nous. Nous nous trouvons dans l'impossibilité de nous y opposer, car les puissances qui empêchent cette résistance sont trop fortes.»

Cette constatation nette du journal gouvernemental, que les dictateurs du régime ne sont que des esclaves du capital étranger et des instruments aveugles de sa volonté, doit être l'alarme pour les masses populaires de toutes les nations opprimées de Yougoslavie, y compris pour celles de la nation serbe. Les masses populaires doivent montrer aux impérialistes et conquérants étrangers, qu'elles ne sont pas trop faibles pour la résistance. La révolte des masses contre leur esclavage éternel par le capital étranger (comme celle qui gronde en Chine et aux Indes), contre la dictature, contre ces agents payés des impérialistes étrangers — la révolte et la lutte décisive sont le devoir urgent de toutes nos organisations nationales et de libération et de tous les groupes oppositionnels révolutionnaires. Le mouvement national croate verra-t-il enfin lui-aussi, que le moment historique d'aujourd'hui est particulièrement lourd de conséquence, et que l'histoire ne pardonne point une erreur, à personne?

N. Matijévitch

L'insuccès de la Conférence de Pirot à cause de la Macédoine

Les pourparlers engagés entre les représentants des gouvernements bulgare et serbe, et qui ont duré trois semaines à Pirot, ont soulevé à nouveau la question de l'amitié bulgare-serbe. L'impérialisme anglo-français, s'intéressant tout-particulièrement à cette amitié, a fait des efforts suivis pour mettre fin aux relations tendues entre la Yougoslavie et la Bulgarie. Ces deux pays voisins balkaniques devaient constituer un obstacle pour la pénétration italienne dans les Balkans et devenir des agents de la politique plus lointaine du bloc anglo-français. La Conférence de Pirot a été précédée de la réouverture de la frontière, fermée comme on le sait après l'assassinat du général Kovatchévitch. La Conférence elle-même fut ouverte d'une façon solennelle et ses travaux suivis étaient d'un intérêt particulier. On attendait l'arrivée de l'ère de la «fraternité slave» dans les Balkans.

Cette Conférence a-t-elle donné les résultats espérés? Le président de la délégation bulgare, le colonel Popoff, après la clôture de la Conférence, a déclaré à son retour à Sofia, que «sur quelques questions, on a réussi à arriver à une entente, mais d'autres questions n'ont pu être solutionnées.» En ce qui concerne le droit des habitants ayant des biens des deux côtés de la frontière, on est aussi arrivé à une entente, ainsi que sur la question du droit d'usage des eaux d'irrigation et sur celle des gardiens de ces biens. On a réussi à régler la question concernant le service des chemins de fer entre la Bulgarie et la Yougoslavie pour faciliter les voyages en simplifiant les formalités et les visas des passeports.

Comme on le voit, le travail de la Conférence de Pirot se borne à la solution des questions de caractère purement technique. Cependant, le but de cette Conférence dépassait ses travaux. Cette Conférence devait résoudre la question de la sûreté autour de la frontière, et c'est justement cette question qui revêt un caractère politique primordial et dont la solution devait préparer l'amitié entre Belgrade et Sofia; mais elle n'a pas été résolue. C'est justement sur cette question que les deux thèses opposées se sont heurtées pour marquer un désaccord plus profond entre les deux pays. A la demande du gouvernement serbe que la Bulgarie liquide les bandes «autonomistes» et cesse de revendiquer la Macédoine, Sofia a opposé la thèse bien connue du caractère bulgare de la Macédoine et, pour préparer le terrain pour ces aspirations grand-bulgares, a demandé certaines concessions «nationales». Autrement dit, la question de la sûreté autour de la frontière est fatalement liée à celle de la possession de la Macédoine. C'est pourquoi les efforts de l'impérialisme anglo-français de lier les deux «soeurs» slaves dans les Balkans, ont échoué. En effet, l'Angleterre et la France ont réussi, par le traité signé le 27 mars de l'année courante, à unir la Yougoslavie et la Grèce, mais dans ce cas, il s'agissait de la garantie réci-

proque du butin militaire. La Bulgarie, qui se considère mécontente des traités de paix, pour accepter ces propositions de Londres et de Paris veut, sinon plus, du moins une partie égale de la Macédoine. Cette partie ne lui est pas accordée. Belgrade et Athènes sont résolues à répondre à de telles prétentions par les baïonnettes. Le pacte d'amitié serbo-grec illustre d'une façon claire ce que nous disons.

En présence de cette situation, il est facile de prévoir dans quelle direction va s'engager la politique extérieure bulgare. L'Italie cherchant depuis longtemps des alliés contre la Yougoslavie et pour une pénétration dans les Balkans, trouve aujourd'hui en la Bulgarie sa meilleure alliée. Et si le gouvernement de Sofia ne manifeste pas encore ouvertement sa fidélité à l'égard de Rome, c'est parce qu'en Angleterre, les élections sont proches et que leurs résultats sont susceptibles de provoquer une nouvelle orientation des groupements des grandes puissances et de leur politique internationale.

L'avenir proche nous dira si la Bulgarie se jettera dans les bras de l'Italie fasciste pour préparer une revanche contre la Yougoslavie, ou bien si elle sera serrée dans l'étau de l'impérialisme anglo-français pour compléter le bloc réactionnaire balkanique.

Que peuvent attendre le peuple macédonien et les peuples balkaniques en général de cette situation qui se dessine dans les Balkans? La création de deux camps adverses au coeur même des Balkans signifie la préparation de nouvelles guerres, et comme la cause de ces guerres sera la Macédoine, cette dernière sera encore une fois l'arène d'une extermination sanglante et l'objet de nouveaux partages. D'autre part, l'alliance entre les possesseurs de la Macédoine — Belgrade, Athènes et Sofia — signifie une attaque contre le mouvement libérateur macédonien, un resserrement des chaînes d'esclavage autour du corps de la Macédoine et le renforcement de la réaction et du fascisme dans les Balkans. Voilà quel avenir préparent les regroupements et les combinaisons politiques engagées entre les gouvernements actuels balkaniques.

Le peuple macédonien opprimé, sur le dos duquel on fait ces regroupements, comprend parfaitement les intentions de ses tyrans et comprend aussi les convoitises sur la Macédoine. C'est pourquoi, à l'assertion de Belgrade que la Macédoine est serbe, à celle de Sofia, qu'elle est bulgare, et à celle d'Athènes, qu'elle est grecque, le peuple macédonien répond: la Macédoine est aux Macédoniens! En Macédoine habitent des Bulgares, des Turcs, des Albanais, des Grecs, des Valaques, des Juifs, qui, fidèles à leurs intérêts nationaux, politiques et économiques et aux intérêts de la paix dans les Balkans, mènent une activité commune pour la reconnaissance d'une Macédoine libre et indépendante dans le cadre d'une Fédération Balkanique. Car seule l'indépendance politique de toute la Macédoine sera à même d'éliminer toutes les causes des éternelles querelles balkaniques, et c'est uniquement la Fédération des Peuples Balkaniques qui est capable de créer et de garantir une paix véritable et durable dans les Balkans.

A. Tcherneff

C'est la Fédération qui a sauvé les Républiques du Caucase

(A l'occasion de l'anniversaire de la Géorgie Soviétique)

La Géorgie Soviétique vient de célébrer son 8me anniversaire.

Les républiques soeurs, l'Arménie et l'Azerbédjian Soviétiques, ont pris une part active et enthousiaste à la fête.

Sous le tsarisme, les trois républiques actuelles de la Transcaucasie, gouvernées par un vice-roi, ne jouissaient d'aucun droit d'autodétermination. Elles étaient considérées comme une colonie taillable et corvéable à merci. L'industrie n'y était point développée, car toute la Transcaucasie, comme d'ailleurs toutes les autres possessions de l'Empire, servaient de marché pour les produits de l'industrie russe. Le tsarisme, d'un côté, se livrait à un travail forcené de russification, de l'autre, entretenait parmi les différentes nationalités du Caucase une haine réciproque, féroce, qui, au moment voulu par l'autocratie, se dégénérait en guerres civiles.

La social-démocratie géorgienne, partie intégrante de la social-démocratie russe, sous la direction de ses leaders Jordania, Tsérétheli, Ramichvili, Tchkhéidzé, etc. jouait un rôle prépondérant dans la vie géorgienne. Par contre, le parti national-démocrate et le parti fédéraliste qui défendaient l'idée d'une Géorgie libre fédérée à la Russie, étaient faibles. Les Menchéviks géorgiens étaient résolument contre l'idée et la propagande

fédéralistes qu'ils considéraient funeste aux intérêts des masses travailleuses du Caucase. Ils étaient les fervents défenseurs d'une Russie une et indivisible. Chose étrange, nous voyons ces mêmes leaders dressés farouchement contre la Russie Soviétique et réclamant l'indépendance de la Géorgie, c'est-à-dire la rupture complète des liens fraternels qui lient en ce moment leur pays à la grande famille de l'Union Soviétique, comme si le tsarisme était préférable au gouvernement prolétarien.

Pendant la guerre mondiale, d'abord, sous le gouvernement du prince Lvoff, ensuite, sous celui de Kerenski, la Transcaucasie a été administrée par un Commissariat dans lequel les trois peuples caucasiens avaient leurs représentants. A la suite de la révolution d'Octobre, les leaders social-démocrates géorgiens, membres de la Douma d'Empire, rentrèrent dans leurs pays, formèrent avec les représentants de l'Arménie et ceux de l'Azerbédjian un parlement local, le Seym du Caucase, qui, sous les événements de la guerre, lors de l'invasion turque, proclamait la rupture du Caucase avec la Russie bolchéviste. Peu après, les Géorgiens, les Azerbédjanais et les Arméniens se retirèrent du Seym et s'érigèrent en pays indépendants, ce qui permettait à l'armée d'Enver Pacha de dicter plus facilement aux peuples désunis du Caucase sa volonté de vainqueur.

Les partis dirigeants dans les trois pays n'ont pas pu trouver un langage commun. En Géorgie régnaient les Menchéviks, en Arménie, le parti Dachnaksoutioun, et en Azerbéidjan, le parti Moussavat. Les deux premiers partis étaient et sont encore membres de la II. Internationale. Le Moussavat, parti nationaliste, était fortement attaché à la Turquie. Ces trois pays se faisaient une guerre sans merci. Ils avaient continuellement des conflits de territoire, ce qui a abouti à la lutte armée entre la Géorgie et l'Arménie dont les partis gouvernants étaient, comme je viens de le dire, membres d'une même Internationale. Les relations entre ces deux pays étaient tellement envenimées que le gouvernement géorgien est allé jusqu'à empêcher l'entrée de la farine en Arménie où sévissait cependant une famine effroyable.

Le parti Moussavat, parti panturquiste, qui, sous l'inspiration des Jeunes-Turcs, avait provoqué la dissolution du Seym caucasien, cherchait, par tous les moyens, à rendre difficile l'existence de ses voisins et particulièrement celle de l'Arménie.

Et pourtant, ces trois pays avaient un besoin urgent de s'entendre et de collaborer sincèrement. L'Arménie a son débouché à Batoum, ville géorgienne; pour avoir accès à la mer, sa ligne ferrée doit passer à travers la Géorgie. D'autre part, pour faire marcher ses locomotives, elle a besoin du mazout de Bakou. L'Azerbéidjan, pays essentiellement agricole, a besoin, à son tour, des montagnes d'Arménie pour y faire paître ses troupeaux. Il est aussi obligé, comme, l'Arménie, de traverser la Géorgie pour aboutir à la mer. La Géorgie, pour la satisfaction de ses besoins variés et pressants, est tributaire de ses voisins. Ces trois républiques étaient les vassaux de l'Allemagne impérialiste et de la Turquie féodale pendant la guerre générale et les instruments serviles des Alliés, particulièrement de l'Angleterre et de l'Italie, après la défaite de l'Allemagne. Cela s'entend. Ces pays, faibles, petits, privés de culture et de ressources matérielles, ne pouvaient être que les proies faciles de l'impérialisme des grands, des forts et des riches.

Les peuples du Caucase n'ont pu trouver la paix et entrer dans la voie du travail créateur qu'en se tendant la main, qu'en se fédérant et en liant leurs destinées à celles de l'Union des Républiques Soviétiques.

La Géorgie fête donc, le 25 février dernier, cette grande date de sa renaissance aussi bien économique, sociale que politique et culturelle.

La Géorgie Soviétique a fait, en effet, des progrès immenses. Je n'ai pas ici la place pour en indiquer toute la grandeur et toute la portée. Je me bornerai à quelques indications sommaires.

L'industrie en Géorgie n'a pris son essor qu'après sa soviétisation. Pour l'exercice actuel, une somme de 165.000.000, environ 650 millions de francs français, est affectée dans ce but. Dans les mines de manganèse de Tchiadouri, le nombre des ouvriers, 935 hier, est de 3233 aujourd'hui. La force des stations hydro-électriques a quadruplé au cours de ces cinq dernières années. On remarque un progrès encore plus frappant dans l'instruction publique. Sous le gouvernement des Menchéviks, le budget de ce chapitre constituait le 4% du budget total, tandis qu'aujourd'hui, les crédits alloués à l'instruction des masses populaires en forment les 40%. Le pourcentage des écoles primaires a augmenté de 23%, celui des élèves, de 61%. Auparavant, la Géorgie possédait 2 écoles supérieures, avec 4000 élèves; aujourd'hui, elle en possède 4, avec 10.062 élèves.

Ces quelques chiffres en disent assez du relèvement de la Géorgie dans tous les domaines de son activité nationale, grâce au régime qui a permis aux masses travailleuses géorgiennes de forger leur front uni, d'abord, avec leurs frères de la Transcaucasie, et ensuite avec le vaillant prolétariat de la Russie révolutionnaire, contre leurs ennemis implacables du dehors comme du dedans.

Si les peuples balkaniques veulent mettre fin aux luttes fratricides, ils doivent suivre l'exemple des peuples de l'Union Soviétiques, c'est-à-dire se fédérer pour forger, par un travail commun, leur bien-être.

Tiflis, mars 1929.

Eliava

Contre le bâillonnement de la presse des travailleurs en Bulgarie

Exposé des rédactions de la presse des travailleurs

Nous publions ci-dessous une lettre ouverte des rédactions des journaux progressistes de Bulgarie:

**A M. Liaptcheff, premier-ministre,
à M. le Président de la Chambre des Députés,
à la Presse en Bulgarie et à l'Etranger**

Avant et pendant l'époque de l'attentat à la cathédrale de Sofia (du 16 avril 1925), les rédacteurs de la presse ouvrière et paysanne étaient assassinés en pleine rue, ou disparaissaient «sans trace» dans les prisons de la police ou dans les caves de la préfecture de la police. Sous le régime Tsankoff, 44 rédacteurs de la presse des travailleurs furent assassinés sans jugement, sans sentence. Plus de 46 journaux, revues et livres nouvellement parus furent interdits.

Les persécutions de la presse ouvrière et les actes arbitraires dirigés contre elle ne cessèrent cependant pas sous le régime Liaptcheff non plus. Aujourd'hui comme alors, c'est la haine féroce de classe qui sévit contre les flambeaux lumineux du peuple travailleur, contre la presse des travailleurs. Tous les journaux et revues des travailleurs subissent aujourd'hui l'arbitraire de la botte du gendarme. Des agents de police presque analphabètes décident aujourd'hui si tel ou tel numéro d'un journal ouvrier doit être confisqué ou non. Pour appliquer cette censure policière inouïe contre la presse des travailleurs, les gendarmes s'appuient sur un article de la loi de la «Défense de l'Etat».

La censure consiste en ceci: le numéro en question du journal, à son apparition, est saisi, à l'imprimerie même, par des agents de police qui attendent déjà aux portes à cet effet, et transporté à la direction de la police. Après une censure policière de plusieurs jours, le journal est confisqué ou rendu, sans en indiquer une raison quelconque aux rédacteurs. Pour les numéros confisqués, la poursuite est intentée sur la base des Art. 6 et 7 de la loi de la «Défense de l'Etat» sans que le journal ait été lu par d'autres personnes que les gendarmes et le procureur. Cette «censure» constitue, en fait, l'interdiction et l'anéantissement de nombreux journaux ouvriers, car des quotidiens (tel par exemple le journal ouvrier Novini) sont souvent censurés durant des semaines entières, et des hebdomadaires (tel par exemple l'organe de la Jeunesse Ouvrière Mladetchka Iskra) durant des mois entiers.

C'est ainsi que, par les plus brutales et les plus cyniques violations de la loi, le peuple travailleur est, en fait, dépourvu de son droit à sa presse.

La politique que le gouvernement «démocratique» de Liaptcheff poursuit contre la presse des travailleurs, est illustrée par le tableau que nous publions plus bas.

Dans la période de jusqu'ici du gouvernement Liaptcheff — au cours de seulement deux ans et quelques mois — des rédacteurs, des administrateurs et des collaborateurs de la presse des travailleurs ont été donc incarcérés pendant 1483 jours (4 années et 23 jours) sans jugement ni sentence des tribunaux — pour chaque numéro incriminé par la police, les rédacteurs ont été incarcérés pendant 5 jours, sans jugement ni sentence d'un tribunal. Le journal ouvrier Novini n'a pu paraître que six mois par an.

Il y eut 121 confiscations, d'une valeur de 735.200 leva (environ 5.250 dollars). Le gouvernement Liaptcheff a donc ravi journalièrement 733 leva (5 dollars) de l'argent des ouvriers versé aux rédactions des journaux des travailleurs. Quatre condamnations ont été prononcées contre des rédacteurs de ces journaux; dans les autres cas, les actes ont été classés, après que les prévenus aient été remis en liberté contre caution ou à la suite d'un verdict d'acquiescement. En vertu de la loi de la «Défense de l'Etat», 404.000 leva (3.600 dollars) ont été perçus, comme cautions, de l'argent des ouvriers. Cela signifie 1000 leva par jour (7½ dollars), de ravis ainsi à la presse ouvrière.

Rien que ces trois chiffres suffisent pour illustrer quelque peu la censure de la police contre la presse des travailleurs, la politique terroriste et antipopulaire du Zgor qui obligea les procureurs à prendre part à la censure policière durant des semaines et des mois et à approuver les actes arbitraires de la police, leur donnant de la sorte une apparence de légalité.

La violence policière est exercée sans relâche contre les rédacteurs de la presse des travailleurs. Journalièrement, ils sont convoqués à la direction de la police où on les menace de les faire disparaître «sans trace». Ou encore, ils sont accusés de mener une activité conspirative et menacés d'être torturés à mort — tel fut le cas, par exemple, du rédacteur du journal ouvrier Novini, Michaël Pentcher-

koff. Le plus souvent, lors d'une perquisition à la rédaction ou dans la demeure privée d'un rédacteur, la police saisit et emporte tout ce qu'elle y trouve en livres, journaux, manuscrits, voire même des publications du bureau des statistiques et le Code civil (tel fut le cas lors de la dernière perquisition dans les bureaux de l'organe syndical Edinstvo).

Dans toutes les villes du pays, les colporteurs, les abonnés et les lecteurs de la presse des travailleurs sont convoqués aux commissariats de police, féroceement battus et forcés, sous les pires menaces, à ne plus lire ni diffuser les journaux en question: c'est ainsi que le colporteur Nicolas Raïkoff, de Tchirpan, perdit la raison sous les tortures que lui infligea la police, et succomba à ses blessures. Il avait été féroceement et systématiquement battu par la police pour avoir diffusé le journal syndical Edinstvo. Dans le village de Stavertzi, tous les 22 lecteurs dudit journal ont été arrêtés et maintenus en prison, parce que l'on avait trouvé chez eux quelques numéros qui avaient été «censurés» par la police. Dans la ville de Haskovo, la police infligea à de nombreuses reprises des peines de 500 leva à des colporteurs qui avaient vendu «sans permission» des journaux ouvriers. Dans nombre de villages, les colporteurs et les abonnés du Novini furent arrêtés, enchaînés et trainés 20 à 30 kilomètres, au commissariat de police, pour l'«instruction». Un procès a été intenté contre Athanass Kolouchky, collaborateur du Mladetchko Zemledelsko Znamé («Drapeau de la Jeunesse Paysanne»), sur la base de dénonciations de la police et d'adversaires du parti, et en vertu de la loi de la «Défense de l'Etat»; après avoir été maintenu en prison pendant tout un mois, il fut remis en liberté pour éviter un plus grand scandale judiciaire.

La terreur contre la presse est inouïe, insupportable. Elle ne peut être justifiée même par la féroce loi de la «Défense de l'Etat». Maintes instructions des autorités compétentes, quoique déjà nettement réactionnaires, sont appliquées avec une pratique encore plus abusive, et ainsi la situation est rendue plus intolérable encore. Les fonctionnaires ad hoc refusent pendant des journées entières de lire les quotidiens pour la «censure» et ne font point connaître si le journal en question est confisqué ou non. Ainsi, un quotidien reste chez la «censure» pendant des semaines,

et lorsque enfin l'autorisation de sa diffusion est octroyée, il ne représente plus que du vieux papier. Tel fut le cas, par exemple, du Novini, du 25 juillet 1928 jusqu'à l'arrestation du rédacteur-en-chef et de son incarcération à la direction de la police de Sofia. C'est là chose inouïe dans les annales de tous les régimes réactionnaires de jusqu'ici.

Considérant tout ce qui vient d'être exposé, et devant tous les travailleurs du pays et de l'étranger, nous élevons notre voix pour les revendications suivantes:

- 1) Des garanties pour la libre publication et diffusion de la presse des travailleurs!
- 2) Abolition de l'ignoble censure policière contre la presse des travailleurs!
- 3) Suppression de la loi draconienne de la Défense de l'Etat!
- 4) Mise en liberté de tous les rédacteurs arrêtés ou condamnés de la presse des travailleurs!
- 5) Indemnité par l'Etat pour tous les dommages matériels causés jusqu'ici aux journaux des travailleurs!

A bas la terreur!

Vive la liberté de la presse des travailleurs!

Vive la lutte de libération du peuple travailleur!

Vive la puissance des travailleurs!

Pour la rédaction de l'Edinstvo, organe central de l'Union Indépendante des Syndicats de Bulgarie — signé: Assen Boyadjieff.

Pour la rédaction du Rabotnitchesko Delo, organe central du Parti Ouvrier — signé: E. Staïkoff.

Pour la rédaction du Novini, quotidien ouvrier indépendant — signé: Jordan Grantcharoff.

Pour la rédaction du Mladetchko Zemledelsko Znamé, organe de l'Union de la Jeunesse Paysanne — signé: P. Papanoff.

Pour la rédaction du Zemledelsko Vazrajdanie, organe paysan — signé: V. Grigoroff.

Pour la rédaction du Mladetchka Douma, organe de la Jeunesse Ouvrière — signé: Zv. Stefanoff.

Pour la rédaction de la Nakovalnja, hebdomadaire ouvrier littéraire — signé: D. J. Polianoff.

Pour la rédaction du Mladetchka Iskra, organe de l'Union de la Jeunesse Ouvrière — signé: Iv. Itcheff.

Statistique pour la période de Liaptcheff, jusqu'à fin 1928 c. à d. pour deux ans et quelques mois.

Nom du journal (de la revue)	Confiscations		Cautions en leva	Jours d'incarcération des rédacteurs, sans sentences	Procès contre des collaborateurs et lecteurs	Rédacteurs et employés administratifs internés	Rédacteurs, collaborateurs et colporteurs torturés à mort
	Nombre	Domages en leva					
1. Edinstvo	10	45.000	10.000	132	1	—	Nikola Raïkoff
2. Mladetchko Zemledelsko Znamé	8	35.000	20.000	30	4	—	—
3. Zemledelsko Vazrajdanie	20	90.000	42.000	144	—	—	—
4. Mladetchka Douma	14	52.000	42.000	31	—	—	—
5. Mladetchka Iskra	2	6.200	—	—	—	1	—
6. Rabotnitchesko Delo	10	50.000	—	—	—	—	—
7. Moyiski List	1	5.000	—	—	—	—	—
8. Novini	37	375.000	280.000	986	3	2	Nikola Jlieff et 2 colporteurs
9. Védrina	6	24.000	—	10	—	—	—
10. Nakovalnja	7	35.000	10.000	—	—	1	—
11. Nartchalo	1	60.00	—	153	—	—	—
12. Svoboden Rabotnik	5	12.000	—	—	—	—	—
Total	121	735.200	404.000	1486	8	4	

Liste des écrivains et journalistes assassinés sous le régime Tsankoff (du 9 juin 1923 à fin 1926):

1. Geo Mileff, poète et écrivain;
2. Chr. Jassenoff, poète;
3. Serguei Roumjantzeff, poète-paysan;
4. Anna Roumjankowa, rédactrice;
5. Nedelko Popoff, critique littéraire;
6. Gino Piskoff, artiste peintre;
7. Joseph Herbst, rédacteur;
8. Ivan Gantcheff, rédacteur;
9. Dim. Grantcharoff, artiste peintre;
10. Dr. N. Zarvoulanoff, rédacteur;
11. Dr. Koen, rédacteur;
12. M. Friedmann, rédacteur;
13. Dr. P. Kalitcheff, rédacteur;
14. Gr. Kousmanoff;
15. Dim. Grantcharoff, rédacteur;
16. Dim. Dinkoff, rédacteur;
17. Char. Stoyanoff;
18. Arseni Jovkoff, rédacteur;
19. Alexandre Athanasoff, rédacteur;
20. Kyrill Pavloff, rédacteur;

21. T. Kossovsky;
22. D. Kostoff, rédacteur;
23. Gr. Choumanoff, rédacteur;
24. Ivan Nedelkoff, rédacteur;
25. Dimo Hadji Dimoff, rédacteur;
26. Lambi Kandeff, rédacteur;
27. Ivan Mareff, rédacteur;
28. le rédacteur du journal paysan «Chopska Prodouda»;
29. St. Avramoff, rédacteur;
30. A. Noteff, rédacteur;
31. Kosta Jankoff, rédacteur;
32. St. Kiradjieff, rédacteur;
33. Cheko Dimitroff, rédacteur;
34. Nicolas Gramovsky, rédacteur;
35. Dr. Ivanoff, médecin, publiciste;
36. Dr. Nic. Guénadieff, journaliste;
37. Nic. Grabovsky, publiciste;
38. Alex. Stambolgisky, publiciste;
39. Tod. Tchopoff, écrivain;
40. Boris Simidoff, publiciste;
41. Tod. Strachimiroff, écrivain;
42. F. Gineff, poète;

43. *Gueorgui Vassileff*, critique littéraire;
44. *Petko D. Petkoff*, rédacteur;
et sous le régime Liaphtcheff: quatre publicistes et colporteurs
(voir Tableau-Statistique de ci-contre)
soit, au total: Quarante-huit.

I. Quotidiens:

Journaux, revues et livres prohibés sous le régime Tsankoff:

1. *Rabotnitcheski Vestnik* (Le Journal Ouvrier);
2. *Latch* (Le Rayon);
3. *Zvesda* (L'Etoile);
4. *Troud* (Le Travail);
5. *Znamé na Trouda* (Le Drapeau du Travail);
6. *Pobeda* (La Victoire);
7. *Novi Dni* (Les Nouveaux Jours);
8. *Otziv* (L'Echo);
9. *Nachi Dni* (Nos Jours);
10. *Bedniachka Douma* (La Parole des Pauvres);
11. *Zemledelska Probouda* (Le Réveil Paysan);
12. *Oranchévo Znamé* (Le Drapeau Paysan);
13. *Mladéčko Znamé* (Le Drapeau de la Jeunesse);
14. *A. B. W.* (L'A. B. C.);
15. *Dness* (Aujourd'hui);
16. *Ech Dneven* (L'Echo du Jour);
17. *Ech Vetcheren* (L'Echo du Soir);
18. *Ilinden*;
19. *Rabotnitcheska* (L'Ouvrière);
20. *Vazrajdanie* (La Renaissance);
21. *Rabotnitchesko Edinstvo* (L'Unité Ouvrière)

II. Revues:

22. *Tcherven Sniach* (Le Rire Rouge);
23. *Sniach i Salsi* (Rires et Larmes);
24. *Wik* (Le Cri);
25. *Plamak* (La Flamme);
26. *Novo Vreme* (Nouveaux Temps);
27. *Narodnia Armia* (L'Armée du Peuple);
28. *Nov Pat* (Nouveaux Chemins);
29. *Mladéche* (L'Adolescent);
30. *Poliarna Svesda* (L'Etoile Polaire);
31. *Semia* (La Terre);
32. *Kulturno Obchtestven Pregled* (Revue Sociale Culturelle);
33. *Vedrina* (La Clarté);
34. *Horo* (La Ronde);
35. *Ravenstvo* (Egalité);
36. *Outchitelska Iskra* (L'Étincelle de l'Instituteur);
37. *Transport*;
38. *Tutunorobotnik* (Le Travailleur de Tabac);
39. *Artist*;
40. *Roudnitchar* (L'Ouvrier Mineur);
41. *Osvobodjénie* (La Libération);
42. *Zemledelsko Douma* (La Parole Paysanne);

III. Livres:

43. *Horo* (La Ronde), par *Anton Strachimiroff*;
44. *Septembre*, par *Geo Mileff*;
45. *Nouvelles*, par *Kroum Kiouliavkoff*;
46. *Da bade den* (Que la lumière se fasse), par *Christo Smirrenski*.

La question macédonienne

La Macédoine aux Macédoniens! La terre aux paysans! — XI. *)

Nous avons déjà montré que tous les Etats Balkaniques considèrent la Macédoine comme une proie que chacun d'eux voudrait saisir. Nous avons relevé les guerres sanglantes que les monarchies balkaniques et les cliques capitalistes et militaristes dominantes ont menées pour l'annexion de la Macédoine. Les Etats Balkaniques ne songent nullement à abandonner cette politique criminelle de guerres fratricides, ni la politique de l'oppression de toutes les nationalités dans tous les territoires annexés. Cette politique des bourgeoisies balkaniques jettera les peuples dans l'esclavage et dans la ruine économique. Et quels seront ceux qui en seront le plus atteints? Les ouvriers et les paysans. Voilà pourquoi leur situation inférieure dans les Etats capitalistes et leurs intérêts et leur avenir communs leur impose la lutte commune, et ce non seulement au dedans des différents Etats, mais dans tous les Balkans. Aussi, dans ses Résolutions sur la question nationale, le Parti Ouvrier Indépendant souligne-t-il toute l'importance historique du front uni des ouvriers et paysans, tant au dedans de chaque Etat que dans tous les Balkans, et l'importance de leur alliance dans la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan, et de leur alliance au pouvoir.

L'avenir tant de la Macédoine que des Balkans en entier est dans la réalisation de l'alliance des ouvriers et paysans, dans la réalisation de la Fédération Balkanique des Républiques Ouvrières et Paysannes. Pour la liberté de la Macédoine et pour cette Fédération Balkanique ont été versés des torrents de sang par le peuple macédonien, de la première organisation de Salonique en 1893 jusqu'à nos jours. Mais la Macédoine n'est toujours pas libre, et la Fédération Balkanique n'a toujours pas été réalisée. L'histoire appelle les Macédoniens à lutter encore et à verser encore leur sang pour leur indépendance et liberté, et pour la liberté des Balkans. Le Parti Ouvrier Indépendant dit dans sa Résolution:

«La libération nationale, politique et économique des peuples balkaniques ne peut être atteinte que par la lutte commune des ouvriers et paysans de chacun des Etats Balkaniques pour l'institution d'un gouvernement ouvrier et paysan, par l'alliance des masses travailleuses de tous les pays balkaniques, et pour l'institution d'une République Fédérative Balkanique. La lutte pour la libération de la Macédoine doit aussi être menée en tout premier lieu par les ouvriers et paysans macédoniens. A cet effet, ils doivent prendre en leurs propres mains la conduite de cette lutte, ils doivent se déclarer solidaires avec leurs frères les ouvriers et paysans des autres pays balkaniques, et assurer ainsi la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan dans la Macédoine Indépendante.

*) Voir Nos. 56, 59, 62, 63, 86, 88, 90/91, 93, 100 et 102.

Les partis prolétaires, en élevant le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, déclarent que la République Fédérative de tous les pays balkaniques assurera la paix, l'indépendance et le libre développement, qu'elle sera une alliance libre et volontaire des Républiques Indépendantes Balkaniques, parmi lesquelles se trouvera aussi la République Indépendante Macédonienne.»

La presse bourgeoise écrit ces derniers temps avec force éloges, et à reprises répétées, sur l'action de l'organisation des anti-comitadjis de Micheff et Pandourski. La bourgeoisie est notre ennemie, et si elle loue quelqu'un, cela signifie que ce quelqu'un, sciemment ou non, a commis un tort contre notre lutte de libération. Notre Parti, comme seul représentant de la lutte de libération des masses laborieuses et des nationalités opprimées, fait appel à tous ceux qui, sans le vouloir, ont commis un tel tort, et les invite à rebrousser chemin à temps.

Dans les dernières dix années, surtout après les guerres balkaniques, et après la guerre mondiale, la bourgeoisie, les hommes d'Etat et les politiciens serbes prétendent que la Macédoine est un pays serbe. Combien cette assertion s'affirme singulière lorsque l'on examine ce que le régime serbe, les hommes d'Etat serbes, font de la Macédoine. Si ce pays est un pays serbe, pourquoi donc les hommes d'Etat serbes emplissent-ils les prisons serbes de cette population »serbe«, pourquoi organisent-ils des tortures et des orgies de bastonnades de cette population »serbe«, pourquoi le sang de cette population »serbe« en Macédoine coule-t-il tellement à flots?

Nous n'examinerons point ici si la Macédoine est serbe, bulgare ou grecque. Nous ne ferons que rappeler la statistique officielle de 1921, qui donne de la Macédoine sous la Yougoslavie le tableau suivant: 100.000 Serbes, 141.453 Turcs, 165.704 Musulmans d'origine slave, 461.118 Albanais (Arnaoutes), et 630.000 Macédoniens.

Ce que sont les Macédoniens, ils le diront eux-mêmes lorsqu'ils pourront parler, s'exprimer librement, et décider eux-mêmes librement de leur sort. Voilà pourquoi notre Parti lutte pour le droit d'autodétermination absolu et non-limité des Macédoniens. Pourquoi les hommes d'Etat serbes, qui déclarent à tout propos ne vouloir que le bien des Macédoniens, ne leur accordent-ils point ce droit? Parce que les Macédoniens déclareraient alors immédiatement qu'ils ne veulent point vivre sous le régime du knout et de la crosse de fusil, sous ce régime de terreur sanglante appliquée en Macédoine; parce qu'il déclareraient immédiatement qu'ils veulent que la Macédoine appartienne aux Macédoniens.

La bourgeoisie dominante serbe se comporte à l'égard des Macédoniens comme à l'égard d'un peuple inférieur asservi. Et le devoir de tout peuple inférieur et asservi est de lutter pour sa libération nationale.

Mais les réactionnaires serbes ne se contentent pas

de la terreur que leurs autorités exercent en Macédoine, et ils organisent des bandes de comitadjis serbes pour terroriser les Macédoniens. Nous déclarons à ces comitadjis serbes que, en assumant le rôle qu'ils jouent en Macédoine, ils commettent un crime contre le peuple serbe et contre tous les autres peuples balkaniques. S'ils veulent du bien à la Macédoine, s'ils veulent lutter pour le bien-être et le progrès de la Macédoine, ils doivent lutter contre l'oppression exercée en Macédoine par le régime d'aujourd'hui — tout comme ils ont lutté en son temps contre l'oppression du régime turc en Macédoine. Ils doivent lutter pour que le peuple macédonien se libère enfin des beys et aghas baptisés ou non-baptisés, pour qu'elle reçoive en ses propres mains sa propre terre. Ils doivent lutter pour les mots d'ordre: La Macédoine aux Macédoniens! La terre aux paysans! S'ils sont contre ces mots d'ordre, ils sont alors les ennemis de la Macédoine, les ennemis du peuple serbe, car ils rendent néant l'alliance et la fraternisation des peuples balkaniques et la libération de la Macédoine.

Le peuple macédonien doit savoir sur qui il peut compter dans sa lutte pour sa libération. Le peuple croate est également privé de ses droits et lutte contre les hégémonistes serbes pour acquérir le droit d'auto-détermination: il est donc l'allié le plus naturel des Macédoniens. On remarque cependant, depuis longtemps déjà, que les capitalistes et gros-propriétaires croates se soucient fort peu de la Macédoine et qu'ils sont prêts à se réconcilier avec les capitalistes serbes aux dépens des Macédoniens, qu'ils laissent les capitalistes serbes faire en Macédoine ce que bon leur semble. Des capitalistes croates s'entendent déjà avec les capitalistes serbes pour se partager les richesses du sol de la Macédoine.

Les ouvriers et paysans croates restent cependant fidèles à la lutte de concert avec les Macédoniens, contre le régime réactionnaire.

Le peuple macédonien ne peut trouver ses alliés sincères qu'en les ouvriers et les paysans de la Croatie et des autres contrées de la Yougoslavie.

(Fin)

Costa Novakovitch

Une protestation collective des citoyens du village de Garvan contre la tyrannie roumaine

Ces dernières années ont été organisées d'une façon périodique en Dobroudja des bagarres sanglantes dont a eu à souffrir la travailleuse et malheureuse population dobroudjanaise. Aux mois de juillet, août et septembre 1926—1927, des massacres ont eu lieu dans les villages de Chahinlar, Kavourga, Staro-Sélo, Kotchina, et pendant ces années une vague de terreur se déferla sur tout le pays, mettant la population de la Dobroudja dans une situation insupportable. Cette terreur est exercée sur les pauvres villageois de la Dobroudja au moment même de leur récolte — fruit d'un travail d'une année entière; les satrapes roumains choisissent ce moment propice pour se jeter avec férocité sur les malheureux Dobroudjanais, les dépouiller, les arrêter en masse, faire des procès de villages entiers, appliquer des bastonnades et organiser des pogroms.

Pendant cette période, l'émigration a pris une extension extraordinaire, car l'existence de ce régime de terreur en Dobroudja — l'état de siège dure depuis la période d'après-guerre — les conseils de guerre, les lois exceptionnelles, l'illégalité pratiquée par l'administration même, et les exploits des bandes koutzovalesques bien armées créent une situation particulièrement défavorable pour l'organisation de la lutte des masses dobroudjanaises opprimées. Cette situation rend impossible la lutte légale de la population opprimée. C'est pourquoi les Dobroudjanais, après plusieurs efforts, ont dû ou se taire devant la terreur pratiquée par les boyards roumains et supporter une existence de misère et de souffrance, ou bien prendre le chemin de l'émigration, avec ses souffrances physiques et matérielles.

A ce point de vue, la protestation collective des citoyens du village de Garvan, que nous publions ci-dessous, prend une signification particulière. C'est un appel pour la lutte qui vient de la Dobroudja opprimée.

Voici le texte in-extenso de cet important document:

A Monsieur le Préfet du Département de Dourostor. Copies aux autorités compétentes et à la Presse.

Monsieur le Préfet,

Nous, les citoyens habitant le village de Garvan, département de Dourostor, avons l'honneur de vous exposer ce qui suit:

Depuis l'arrivée dans notre village des colons macédoniens, voilà déjà de longs mois, nous sommes soumis de leur part à des souffrances, des bastonnades et des tortures. Beaucoup de ces cas ont été dénoncés aux autorités mêmes, mais rien n'a été fait pour nous donner satisfaction et améliorer notre situation. Au contraire, les arbitraires et les illégalités se multiplient. Et ainsi, nous nous voyons obligés de vous adresser notre présente requête et de vous faire connaître les faits suivants:

- 1. Nous sommes brutalisés et martyrisés constamment par lesdits colons, sans aucun motif.*
- 2. Nous sommes obligés de travailler quotidiennement pour eux avec notre bétail et à leur profit, comme des esclaves; nous sommes obligés de labourer, semer et de rendre encore d'autres services, sans être payés.*
- 3. Ils nous ont dévalisés et saccagé nos vignes.*
- 4. Ils se sont installés dans nos propres maisons et les ont occupées comme de véritables propriétaires.*
- 5. Ils nous ont enlevé nos meubles et nos tonneaux pour y mettre le vin de nos propres vignes.*
- 6. Ils ont violé beaucoup de nos femmes, de nos filles, comme par exemple la femme et la sœur de Christo Tonkoff, la femme de Vassil Obretnoff, Tanasla Vassilèva, la femme de Dragan K. Draganoff, qui s'enfuirent au*

- village de Kadièvo.*
- 7. Dans la nuit du 1er septembre de cette année, ils ont attaqué la maison du secrétaire de la municipalité, brisé les fenêtres et effrayé toute la famille, et ont ensuite déclaré que c'étaient les boyards roumains qui avaient tiré.*
- 8. En nous dévalisant, ils organisent des orgies, mettent le feu, et donnent ensuite l'alarme et nous accusent de les avoir attaqués.*
- 9. Dans la nuit du 30 septembre, 2 colons Macédoniens bien armés ont essayé de pénétrer de force dans l'appartement de Guéorgui Gaïdaroff, en fracturant la porte, pour effrayer ce dernier; puis, les colons ont tiré des coups de feu sur la maison même. Gaïdaroff a dû s'enfuir dans le village de Popina.*
- 10. Notre Comité constitué pour bâtir une école dans notre village-avait commencé ses travaux; nous voulions travailler volontairement à la construction de cette école; nous ne sommes pas dans la possibilité de le faire, étant forcés par les colons à travailler pour eux. C'est pour cette raison que l'école n'a pas encore pu être achevée.*
- 11. Aux remarques adressées aux colons, ils nous ont répondu: On nous a ordonné de nous comporter ainsi, nous n'avons peur de personne, si cela ne vous plaît pas, fuyez et réfugiez-vous en Bulgarie.*

Il est évident que par ces moyens les colons veulent nous obliger à quitter le pays, fuir en Bulgarie, leur abandonnant nos biens.

Monsieur le Préfet, nous sommes des citoyens égaux dans notre pays, nos fils font leur service dans l'armée roumaine; nous payons nos impôts à l'Etat, au Département et à la Municipalité, tous les ans, au mois de janvier; nous exécutons différents travaux sans rétribution; nous remplissons donc toutes nos obligations vis-à-vis du pays en tant que citoyens roumains, et pourtant nous ne sommes même pas défendus par ceux qui gouvernent notre Département.

Exposés depuis tant d'années à des souffrances, à la terreur, nous vous demandons de prendre le plus tôt possible les mesures nécessaires pour faire cesser ces illégalités, de prendre la défense de nos droits légaux.

Signés:

le Maire du village: K. BOGDANOFF;

le Maire-Adjoint: G. ATANASSOFF;

Conseillers-communaux: NEDELKO, M. PETROFF, NICOLAS X. OBRETTENOFF, CHRISTO IVANOFF, MR. GUITZOFF.

Suivent les signatures de 44 habitants du village.

La presse roumaine, excepté le journal «Adeverul» qui en a donné un court résumé, a passé sous silence cette protestation des citoyens du village de Garvan. Cependant, cette protestation vient de la Dobroudja opprimée et terrorisée, où la plus faible manifestation de mécontentement est suivie de carnages et de terreur.

C'est donc là un geste héroïque, signe de la haute conscience et du courage des citoyens dudit village, et qui montre que les masses de la Dobroudja sont prêtes à lutter.

Nous avons des raisons pour affirmer que le geste des villageois de Garvan ne restera pas isolé.

Dans plusieurs villes et villages de la Dobroudja ont été organisés des comités de citoyens pour mener la lutte contre l'illégalité et le vandalisme des boyards roumains. Ainsi, comptant sur leurs propres forces, les Dobroudjanais se préparent pour la lutte décisive de demain, qui doit provoquer la chute de la tyrannie roumaine.

Dobroudjansky

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Der Antifaschistische Kongreß

(Spezialberichterstattung der „Balkan-Föderation“)

Der I. Internationale Antifaschistische Kongreß in Berlin, bedeutet für die unterdrückten Völker des Balkans ein historisches Ereignis, weil er die Grundlagen schafft für einen organisierten internationalen Kampf aller wahrhaft demokratischen und revolutionären Elemente gegen den namentlich auf dem Balkan immer drohender auftretenden Faschismus. Zum ersten Male treten nationale Organisationen des Balkans in einen engen Kontakt mit Kampfelementen der ganzen Welt, die sich die Erreichung hoher Ideale zur Aufgabe stellen: Freiheit und Souveränität eines jeden Volkes, Freiheit des Menschen und des Bürgers.

Wir bedauern, daß der bescheidene Rahmen unseres Blattes uns nicht die Ausführlichkeit der Berichterstattung erlaubt, die die Wichtigkeit der auf der Tagesordnung des Kongresses gestellten Probleme, der Ernst und das hohe Niveau der Verhandlungen verdienen würde.

Der Kongreß wurde am 9. März im großen Saale des Gewerkschaftshauses mit einer feierlichen, schwungvollen und feurigen Rede des berühmten französischen Schriftstellers Henri Barbusse eröffnet, dieses edlen, den unterdrückten Völkern des Balkans wohlbekannten Kämpfers für die Freiheit.

Nach der Rede Henri Barbusse's und nachdem den gefallenen Opfern des Faschismus in der ganzen Welt Ehre erwiesen wurde, wurde der Vorsitz des Kongresses mit den nachstehenden Delegierten gewählt:

Barbusse, Snock (Sekretär des Antifaschistischen Komitees Großbritanniens), Heinrich Bittner (Mitglied der polnischen Sejmfraktion), Michael Karolyi, Guido Miglioli, Münzenberg, Heckert, Stassowa (Sowjetunion), Jewreinoff (allruss. Gewerkschaftsbund), Landowa-Styehowa (tschechoslowakische Abgeordnete), Alfons Paquet (Schriftsteller, Deutschland), Fan Noli, Martelli (Frankreich, Bauernverbände), Folli (Italien, Jugendorganisationen).

Unter stürmischer Zustimmung des Kongresses wurden in das Ehrenpräsidium die folgenden Opfer des faschistischen Terrors gewählt:

Terracini und Gramsci (Italien), Mathias Rakosi (Ungarn), Bujor, Stefanoff und Dobrogeanu-Gherea (Rumänien), Panoff, Kostoff, J. Mileff (Bulgarien), André Marty, Caretti (Frankreich), Rudolf Margies (Deutschland), Hofmaier, (Schweiz: soeben in 15 Jahren 9 Monaten Zuchthaus in Mussolini-Italien, verurteilt); aus Polen; aus Jugoslawien M. Pijade zu 12 Jahren und Keroschewitsch zu 20 Jahren Zuchthaus verurteilt.

Vier Delegierten verschiedener Arbeitergewerkschaften aus Moskau und einigen belgischen Delegierten, wurde die Einreise verweigert.

Vor Beginn der Beratungen des Kongresses, übermittelte W. Pieck, der Vorsitzende der deutschen Roten Hilfe, die Grüße des Berliner revolutionären Proletariats.

Zum ersten Punkt der Tagesordnung: Faschismus, Imperialismus und Kriegsgefahr — referierte Henri Barbusse. Er verwies auf den kapitalistischen Charakter des Faschismus und die Notwendigkeit, ihn in seiner historischen Bedeutung zu erfassen und dementsprechend den Kampf gegen ihn zu führen.

»Der Antifaschistische Kongreß« — sagte er — »ist von ungeheurer Tragweite, da er die breiten Massen und die Intellektuellen in allen Ländern zu einer Massenaktion gegen den Faschismus aufrütteln will. Die Geißel des Faschismus wird nicht von einzelnen Persönlichkeiten geschwungen, sondern vom Kapitalismus, der damit die werktätigen Massen, die sich zum entscheidenden Kampf gegen die kapitalistische Ordnung erhoben haben, noch einmal niederhalten will. Nur in der Sowjetunion ist es der Arbeiterklasse gelungen, zu triumphieren. In allen anderen Ländern herrscht die Bourgeoisie, teils offen faschistisch, teils unter der Maske der

Demokratie. Die Regierungen fördern mit allen Mitteln den Faschismus. Sie züchten überall faschistische Organisationen, die sich aus kleinbürgerlichen Elementen zusammensetzen.

»Man muß die geschichtliche Erscheinung des Faschismus im breiten Sinne auffassen. Nicht nach den verschiedenen äußeren Formen, sondern nach dem Kern. Der Faschismus herrscht nicht nur in Italien, sondern auch in Spanien, Ungarn, Polen, auf dem Balkan, in den baltischen Staaten. Die faschistische Gefahr wird immer größer in Deutschland, Oesterreich, der Tschechoslowakei, Frankreich, England und Belgien. Die imperialistischen Mächte tragen zur Erhaltung des Faschismus in den kleineren Staaten mit allen Mitteln bei.

»Der Antifaschistische Kongreß ist jedoch nicht zusammengekommen, um zu klagen und zu trauern, sondern um sich an die werktätigen Massen und an die Arbeiterorganisationen, aber auch an die Intellektuellen mit dem Aufrufe zu wenden: Sammelt euch zum Kampf gegen den Faschismus, zur Befreiung seiner Opfer, zur Zerstörung seines Systems.«

Zum Schluß seiner mit stürmischem Beifall aufgenommenen Rede entbietet Henri Barbusse der Sowjetunion, dem Vaterland aller Werktätigen, wo der Faschismus keinen Platz hat, den Gruß des Kongresses.

Manfred Georg, der demokratische Herausgeber des Berliner »Tempo«, beweist, daß »die faschistische Gefahr auch in Deutschland akut wurde und daß von den Errungenschaften der Revolution im Jahre 1918, heute nichts mehr verblieb«.

Middleton (Großbritannien), der Führer des Zuges der Arbeitslosen nach London, verweist auf die starken faschistischen Strömungen in England, in dieser »Hochburg der Demokratie«, betont jedoch gleichzeitig den kolossalen Eindruck, den der begeisterte Empfang des Arbeitslosenzuges in London machte, was von der Bereitschaft der englischen Arbeitermassen zum Kampf gegen den englischen Imperialismus und seine faschistischen Absichten am besten Zeugnis ablegt.

Michael Karolyi brandmarkte den ungarischen Faschismus als den Vertreter der Ausbeuter und Großgrundbesitzer, als den Helfershelfer des italienischen Faschismus, als die Avantgarde im künftigen Kriege. Der ungarische Faschismus will die Ungerechtigkeit des Trianoner Vertrages durch ein neues Völkermorden im Dienste des Faschismus beseitigen. Karolyi ruft zum Kampf gegen den Faschismus auf, als erste Etappe zur Schaffung des Sozialismus in Europa.

Der Arbeiter Nazarewitsch und die Bergarbeiterin Kladenska, aus der tschechoslowakischen Republik, erschienen auf dem Kongreß als Ankläger der tschechoslowakischen »nationalen« Republik, die polizeiliche Strafexpeditionen nach Karpathorußland veranstaltet, die Bewohner dieses Gebietes in ihren Häusern überfällt und blutig prügelt.

Dr. Welti, Mitglied des Schweizer Parlaments, erhebt Anklage gegen den Völkerbund, der aus der ehemals freien Schweiz das Zentrum der Weltreaktion macht und hier die Waffen gegen den Arbeiter- und Bauernstaat der Sowjetunion schmiedet. Die schweizerische Regierung duldet das Treiben der italienischen Faschisten, die Schaffung italienischer faschistischer Organisationen, Syndikate und eines ganzen Spionagenetzes. Sie verbietet auf den Wunsch der italienischen Faschisten die antifaschistische Kundgebung. Dr. Welti verurteilt die schweizerische Sozialdemokratie, die den Kampf gegen den Faschismus nicht aufnehmen will, und bezeichnet die kommunistischen Parteien, als die einzige gegen den Faschismus kämpfende Macht.

Fritz Heckert, als Vertreter der deutschen revolutionären Arbeiterschaft, enthüllt die passive Haltung der deutschen Sozialdemokratie und ihre Nichtteilnahme an dem

Kongreß als offene Unterstützung des Faschismus. D. Aragona in Italien, Peidler und Payer in Ungarn, diese Führer der Sozialdemokratie, arbeiten Hand in Hand mit Mussolini und Horthy. Er führt eine ganze Reihe sozialistischer Führer an, die Helfer des Faschismus sind: Albert Thomas, der Sekretär des Internationalen Arbeitsbüros, polnische Sozialisten, französische und jugoslawische. Er verurteilt die deutschen Sozialdemokraten, die die Regierung übernommen haben und bereit sind, mit den schärfsten Mitteln eine Massendemonstration auf den Straßen Berlins anlässlich des Kongresses zu verhindern. Die zehnjährige Geschichte Deutschlands ist angefüllt mit blutigen Taten sozialdemokratischer Führer gegen das revolutionäre Proletariat. Redner fordert die breiten Massen zum energischen Kampf gegen den Faschismus auf, der nur dann erfolgreich sein kann, wenn jede opportunistische und versöhnliche Stellungnahme zum Faschismus auf das entschiedenste abgelehnt wird.

II. Sitzung (9. März, nachmittags).

Der erste Redner, Guido Miglioli, gab in temperamentvoller Weise die Geschichte des Faschismus in Italien. »Die erste Periode — sagt Miglioli — stellt einen wohl nicht legalisierten aber von der Regierung tolerierten blutigen Terror dar. In der zweiten Periode, schon legalisiert, vernichtet der Faschismus vollständig alle parlamentarischen Institutionen. In der dritten Periode, nach dem fingierten Attentat auf Mussolini, unterzieht der Faschismus das italienische Volk einer psychischen und physischen Tortur, die ihresgleichen in der Geschichte sucht; Verfolgungen, Verprügelungen, Morde und Gerichte gegen die Gegner aus allen politischen Kreisen, sind an der Tagesordnung. Aber die zu Tausenden vernichteten Existenzen der Vorkämpfer einer neuen Gesellschaft sind nicht umsonst gefallen.«

Heinrich Bittner (Polen), Mitglied des Sejm, erhebt stürmische Anklage gegen die Diktatur Pilsudskis über unterdrückte Nationen, die 40 Prozent der polnischen Bevölkerung bilden. In bewegten Worten schildert der Redner die Verfolgungen seitens der Behörden, die Knebelung der oppositionellen Presse, die Schließung der Schulen, die Unterdrückung der armen Bauernmassen, die Verprügelungen und Verurteilungen zu Kerkerstrafen auf hunderte von Jahren, namentlich in der Westukraine und Weißrußland. Der polnische Faschismus, wohl wissend, daß die nationalen Minderheiten die hauptsächlichste Reserve des befreienden revolutionären Kampfes in Polen sind, will alle nationalen Bewegungen dieser Nationen im Keime ersticken.

Ledebour, einer der ältesten Veteranen des deutschen Sozialismus, bekämpft in schärfster Weise die deutschen Reformisten und nennt sie Helfer des Faschismus. »In Deutschland« sagt er, »droht die faschistische Gefahr. Wir müssen daher aus der Niederlage der italienischen Sozialisten die wichtigste Lehre ziehen, daß der Faschismus nur im bewaffneten Kampf zu stürzen ist.«

Im Namen der unterdrückten Völker des Balkans, sprach, vom Kongreß stürmisch begrüßt, Fan Noli. Er gab eine Charakteristik des Balkanfaschismus und sagte: Der Faschismus auf dem Balkan, der 40 bis 50 Prozent der Staatseinnahmen für den Gewaltapparat aufwendet, wird von den imperialistischen Mächten, vor allem von Großbritannien, gefördert und gestützt.

Redner gibt einen Ueberblick über das Wüten der Terrorregierungen: Ljaptschew in Bulgarien, Maniu in Rumänien, Achmed Zogu in Albanien, General Ziwkowitsch in Jugoslawien, Venizelos in Griechenland. Ueberall die blutigen Methoden der Militärdiktatur, hinter der die Großbourgeoisie steht. Ueberall Machenschaften, die neue Kriege vorbereiten.

In den Balkanstaaten ist mehr als die Hälfte der Bevölkerung nationale Minderheiten, die unterdrückt werden: Deutsche, Ungarn, Kroaten, Slovenen, Bosniaken, Montenegriener, Albaner, Mazedonier, Bessarabier, Ukrainer, Dobrudschaner, Thrazier, Juden usw. In Jugoslawien sind die herrschenden Serben nur ein Drittel der Gesamtbevölkerung. Die Geschichte der Balkanstaaten ist eine Geschichte der Gewalt, der Morde, der Ausrottung der Werktätigen und der nationalen Minderheiten. Für sie gibt es keine Organisations- und Pressefreiheit, keine Schulen. Es gibt unterdrückte Völker, die buchstäblich ausgerottet werden, wofür der Redner erschütternde Beispiele gibt. Die außer Landes gejagten Massen finden kein Asyl und gehen furchtbar zugrunde.

Es gibt nur ein Mittel gegen diese unerträgliche Lage, die mit Hilfe des Völkerbundes und des Reformismus aufrechterhalten wird, nur eine Lösung: Der Bund der Arbeiter- und Bauernrepubliken des Balkans. Diesen gilt es zu erkämpfen. (Starker Beifall.)

Stojanoff (Bulgarien), führt erschreckende Daten über die Opfer des faschistischen Terrors in Bulgarien an: 20.000 erschlagene Arbeiter und Bauern, 1200 in bulgarischen Kerkern lebendig Begrabene, 2000 politische Emigranten... Er hofft, daß der Kongreß alle Kämpfer gegen den Faschismus auf dem Balkan in eine revolutionäre Front vereinigen wird.

Jean (Lithauen), zeichnet ein Bild des blutigen faschistischen Staatsterrors beim litauischen Umsturz im Jahre 1926, wobei eine große Anzahl der revolutionären Arbeiterbewegungen niedergeschlagen wurde.

Blache, Sekretär der französischen Roten Hilfe, gibt Daten über das Wachstum des Faschismus in Frankreich an, der sich durch die immer schärfere Verfolgung der revolutionären Arbeiterklasse in Frankreich und zahlreiche Verurteilungen der Führer dieser Bewegungen kundgibt.

Folli, Mitglied des italienischen kommunistischen Jugendverbandes, spricht über die aktive, aufopferungsvolle Teilnahme der italienischen kommunistischen Jugend im Kampfe gegen den Faschismus.

Petrescanu (Bessarabier, Mitglied der rumänischen Delegation) entlarvt den rumänischen faschistischen Terror in Bessarabien, der ganze Gegenden dieses Landes blutig verwüstet. Allein in einer Nacht wurden in Tatar-Bunar 2000 Arbeiter erschlagen. In Bessarabien herrscht der Belagerungszustand bereits seit 11 Jahren.

II. Punkt der Tagesordnung: Die Lage der Arbeiterschaft, der Bauern und der Intelligenz in den faschistischen Ländern. Die Lage der Gewerkschaften.

Referent Professor Genari, zu Beginn und Schluß seiner Rede lebhaft akklamiert, gibt ein lebendiges und treues Bild der Lage der Arbeitermassen in Italien. Auf Grund statistischer Daten kommt Genari zu dem Ergebnis, daß die Lage der Arbeitermassen in Italien getrost mit der der ärmsten chinesischen Kulis verglichen werden kann. Der Durchschnittsverdienst des italienischen Arbeiters beträgt täglich 2,19 Lire und sinkt jedes Jahr tiefer. Beinahe 80 Prozent aller Staatseinnahmen werden zur Erhaltung des Militärs, der Polizei und der faschistischen Organisationen verwendet... Die vom Faschismus unterdrückten freien Gewerkschaften arbeiten illegal weiter und sind der einzige Hort der breiten Massen in Dorf und Stadt. Der Kampf um die Freiheit der Gewerkschaft ist somit gleichzeitig der Kampf gegen den Faschismus. Der Sturz des Faschismus ist unausbleiblich, da er es nicht vermocht hatte, eine breite soziale Basis zu schaffen und die Massen für sich zu gewinnen, gegen die er hauptsächlich gerichtet ist. Die Befreiung vom Faschismus wird erfolgen im Kampfe der breiten Massen, mit der italienischen Arbeiterschaft an der Spitze.

Die Schlußsitzung am 10. März.

Markov (Vereinigte Staaten von Nordamerika), übermittelt dem Kongreß die Grüße des amerikanischen antifaschistischen Komitees und spricht über die Tätigkeit dieses Komitees in Amerika, über die Antifaschisten-Propaganda, die abgehaltenen Konferenzen usw.

Der österreichische Delegierte Hermann, Mitglied der sozialdemokratischen Partei Oesterreichs, verweist auf die immer steigende faschistische Gefahr infolge Wachsens der faschistischen Organisationen, und drückt seine Unzufriedenheit mit der Haltung der sozialistischen Partei aus.

Romagnoli, der soeben direkt aus Italien kam, wurde vom Kongreß stürmisch begrüßt. Er bezeichnete die Lage der italienischen Arbeiter als die des systematischen Hungerns. »Nur durch den bewaffneten Aufstand der Arbeiter, Bauern und Soldaten, kann der Faschismus gestürzt werden« rief er zu Ende seiner Rede aus.

Koladschajeff, früherer Delegierter der bulgarischen Arbeiterpartei, behauptet, daß der bulgarische Faschismus, gestützt auf die imperialistischen Westmächte, die Arbeiter Bulgariens in das tiefste Elend stürzte. Er raubte ihnen alle Rechte und brachte die Bauern an den Bettelstab. Trotz diesem Druck konnte er jedoch keine faschistischen Gewerkschaften bilden.

Nicoletti (Italien), der Organisator der Bauern und landwirtschaftlichen Arbeiter Italiens, gibt ein Bild der elenden Lage der Bauern unter der unbeschränkten Herrschaft der Großgrundbesitzer.

Es wurde sodann eine Reihe von Begrüßungsschreiben und Telegrammen an den Kongreß verlesen, darunter eines von dem früheren italienischen Deputierten und Vorsitzenden der republikanischen Partei, Mario Bergamo, der »streng alle jene verurteilt, die abseits stehen und nicht aktiv an dem Kampf gegen den Faschismus teilnehmen«. Ferner Briefe und Telegramme der Internationalen Roten Hilfe im Namen von 11 Millionen Mitgliedern, von

überlebenden Kämpfern der französischen Kommune, von der Linken der polnischen sozialdemokratischen Partei, deren Delegierten die Einreise verweigert wurde, u. a. m.

Wojtyński, der Deputierte der Bauernpartei Polens, Gorkin in Spanien, Volkau aus Holland, übermittelten dem Kongresse die Grüße der arbeitenden Massen ihrer Länder.

Sodann gab Hornik, im Namen des Roten Frontkämpferbundes Deutschlands, das Versprechen ab, daß die Roten Frontkämpfer die Beschlüsse des Kongresses in die Tat umsetzen werden.

Professor Nejedly (Tschechoslowakei), brandmarkte die Intelligenz, die den Faschisten zur Seite steht und rief zum Kampfe gegen die lügnerische Intelligenz auf.

Der Kongreß nahm ferner die Berichte von acht Kommissionen zur Kenntnis und nahm die Vorschläge zur Resolution an, die wir nachträglich in der Balkan-Föderation veröffentlichen werden. Der Berichterstatter der

Kommission über die nationalen Minderheiten war Fan Noli. Die diesbezügliche Resolution bringen wir noch in dieser Nummer.

Der Kongreß beschloß die Bildung eines Internationalen Antifaschistischen Büros, mit dem Sitz in Berlin. Das Büro wird seine Arbeiten baldigst beginnen.

Sonntag den 10. März wurde ein Massenmeeting des revolutionären Berlins in den Riesensälen des Zirkus Busch abgehalten. Dem Meeting wohnten alle Delegierten des Kongresses und die Vertreter aller revolutionären Organisationen Berlins bei. Im Namen der kommunistischen Partei Deutschlands begrüßte den Kongreß W. Pieck, sodann sprachen Barbusse, Landowa-Stychowa (Tschechoslowakei), Karolyi, Fan Noli (im Namen des unterdrückten Balkans), dessen Rede begeistert applaudiert wurde, Witkowski (Polen), Dorel (Frankreich) und Miglioli. Mit der Rede Münzenbergs wurde das Meeting unter dem Gesang der Internationale beendet.

Der Faschismus und die nationale Unterdrückung Resolution des Internationalen Antifaschisten-Kongresses

Der Faschismus, der zuerst in Italien gegen die revolutionäre Bewegung des Proletariats und der armen Bauern entstanden war, fand bald Einzug in alle kapitalistischen Länder und hat bereits seine Terrorherrschaft in einer Reihe dieser Länder aufgerichtet. Ueberall, wo er an die Macht gelangt ist, hat er sich rasch als ein besonders gewalttätiges und korruptes System der Unterdrückung des gesamten werktätigen Volkes im ausschließlichen Interesse der Großbourgeoisie und der Großgrundbesitzer entpuppt. Ueberall vernichtet er jede politische Freiheit der werktätigen Massen, unterdrückt jede Möglichkeit der freien Organisation und erwürgt mit Gewalt jede Erscheinung des ökonomischen und politischen Kampfes der städtischen und ländlichen werktätigen Volksmassen gegen ihre Ausbeuter, denen er sie auf Gnade und Ungnade ausliefern will.

In den Gebieten nationaler Minderheiten wütet der Terror der sich an der Macht befindenden großkapitalistischen Schicht der herrschenden Nation gegen die werktätigen Schichten der nationalen Minderheiten in vieler Hinsicht noch stärker, als es in den übrigen Gebieten dieser faschistischen Länder der Fall ist, da hier zur politischen und ökonomischen Unterjochung der Werktätigen noch eine mit den raffiniertesten Methoden durchgeführte nationale Unterdrückung hinzukommt. Eine nationale Unterdrückung, die auf die gewaltsame Entnationalisierung und Zerstörung dieser nationalen Minderheiten abzielt und sich zur Erreichung dieses Zieles aller Gewaltmittel — von der Vernichtung der nationalen Kultur dieser Minderheiten bis zur systematischen wirtschaftlichen Ruinierung ihrer werktätigen Schichten — bedient. Die unter dem Joche Mussolinis schmachthenden werktätigen Deutschen Südtirols und Slaven der Adriaküste, die werktätigen Ukrainer und Weißrussen im Polen Pilsudskis, die bessarabischen und dobrudschanischen Bauern und die werktätigen Massen der anderen von den Bojaren »befreiten« Nationen, die unter dem serbischen, griechischen und bulgarischen Faschismus blutenden Mazedonier, die von Primo de Rivera geknebelten katalanischen Arbeiter und Bauern, die Kroaten, die Albaner, die Thrazier, die Ukrainer in den Karpathen usw. usw., — diese nach Dutzenden von Millionen zählenden Werktätigen werden doppelt und dreifach unterjocht und ausgeplündert: von den faschistischen Machthabern der herrschenden Nation, wie alle Werktätigen des betreffenden Landes durch die besonderen Maßnahmen, die ihre Entnationalisierung bezwecken; und von den kapitalistischen und großbäuerlichen Schichten der eigenen Nation, die die faschistischen Machthaber mit allen Mitteln korrumpieren, um durch ihre Faschistisierung die national-revolutionären Massenorganisationen zu spalten und zu desorganisieren. Die Organisationen der werktätigen Massen der nationalen Minderheiten werden mit allen erdenklichen Mitteln verfolgt (>Hromada« in Polen, die Kroatische Republikanische Bauernpartei in Jugoslawien, die Organisationen der slowenischen Werktätigen in Italien); gegen die Organisationen anderer unterdrückter Nationen werden die barbarischsten und entsetzlichsten Vernichtungsmethoden angewandt (Vereinigte Innere Mazedonische Revolutionäre Organisation, Revolutionäres Komitee von Kossovo, Dobrudschanische Revolutionäre Organisation usw.).

Die nationale Unterdrückung und die Faschistisierung der kapitalistischen und großbäuerlichen Schichten der nationalen Minderheiten selbst spielen eine sehr wichtige Rolle in den imperialistischen Kriegsvorbereitungen. Einerseits dienen sie dem Zweck, den Weg zu imperialistischen kriegerischen Abenteuern — und in den Nachbarländern der Sowjet-Union sowie

auf dem Balkan speziell zum Kriege gegen die Sowjet-Union — freizumachen. Andererseits streiten die großen und kleinen imperialistischen und faschistischen Mächte unaufhörlich unter sich um »ihre« Minderheiten im Bereich der anderen imperialistischen und faschistischen Länder, die sie mit faschistisch-irredentistischen Organisationen unterstützen. Besonders auf dem Balkan verstärken diese Streitigkeiten und diese Organisationen die Kriegsgefahr.

Der Internationale Antifaschistenkongreß lenkt die Aufmerksamkeit der Arbeiter, Bauern und fortschrittlich gesinnten Intellektuellen der ganzen Welt auf die entsetzliche Lage der werktätigen Schichten der vom Faschismus unterdrückten Nationen und fordert sie auf, angespornt von der dringenden Notwendigkeit, diesen unterdrückten Nationen zu Hilfe zu eilen, mit umso größerer Energie und Entschiedenheit den Kampf gegen den Faschismus zu führen.

Der Kongreß wendet sich in voller Solidarität an die werktätigen Massen der vom Faschismus unterdrückten Nationen und fordert sie auf, in einheitlicher revolutionärer Front, Schulter an Schulter mit den revolutionären Bauern und Arbeitern, den Kampf für ihre ökonomische, politische und nationale Befreiung gegen den Faschismus und die imperialistische Bourgeoisie aufzunehmen, deren Herrschaft einen Krieg ohne Waffenstillstand gegen die breiten Massen im Innern der kapitalistischen Länder und die ständig steigende Gefahr des Krieges unter den Völkern bedeutet. Die unterdrückten Völker und die nationalen Minderheiten haben nichts vom Völkerbund und ähnlichen Institutionen, die eben Institutionen der imperialistischen Bourgeoisie sind, zu erwarten. Ihre Befreiung kann nur durch den gemeinsamen revolutionären Kampf aller unterdrückten Klassen und Völker gegen den Faschismus und die internationale Reaktion der Imperialisten erlangt werden.

Nieder mit dem Faschismus!

Nieder mit der nationalen Unterdrückung!

Volles Selbstbestimmungsrecht aller Nationen, einschließlich des Rechtes zur Lostrennung!

Gruß allen Opfern des Faschismus, seinen Deportierten und Gefangenen, und allen unterdrückten und entrechteten Völkern!

Ministerpräsident Venizelos,

Athen

Im Namen 250 prominenter Intellektueller und Delegierter humanitärer und fortschrittlicher Organisationen aller Länder Europas, versammelt zum Antifaschistischen Kongreß in Berlin, erheben wir energischen Protest gegen die endlosen Verfolgungen und den Terror in Mazedonien unter griechischer Herrschaft. Sie tragen die volle Verantwortung für die barbarische Vertreibung Hunderttausender mazedonischer Türken, Bulgaren und Albaner aus ihrer Heimat. Ausgeplündert und hungrig, sterben die unglücklichen Opfer Ihrer Politik in fremden Ländern. Sie tragen die Verantwortung auch für die im fremden Lande, in Mazedonien, elend dahintreibenden griechischen Flüchtlinge, sowie für das entsetzliche Regime der Unterdrückung und Denationalisierung, welchem die noch in Mazedonien gebliebene Bevölkerung unterworfen ist.

Wir verlangen ein Ende dieser menschenwidrigen Politik. Wir verlangen die Befreiung aller politischen Gefangenen und der auf die Inseln Verbannten, sowie freies Zurückkehren aller über die Grenze Verjagten.

Das mazedonische Volk hat das Recht auf Freiheit und Selbständigkeit und im Kampfe gegen seine Bedrücker findet es unsere volle Sympathie.

Ministerpräsident Liaptscheff,

Sofia

Im Namen 250 prominenter Intellektueller und Delegierter humanitärer und fortschrittlicher Organisationen aller Länder Europas, versammelt zum Antifaschistischen Kongreß in Berlin, erheben wir energischen Protest gegen den fort-dauernden Terror Ihrer Polizei und Ihrer mazedonisch-faschistischen Werkzeuge. Alle Kulturmenschen sind entrüstet über die täglichen und unaufhörlichen Massenmorde und Greuel-taten seitens der faschistischen Banden Iwan Michailoffs, im Kreise Petritsch und in anderen Ortschaften Bulgariens.

Wir verlangen ein Ende dieser ewigen barbarischen Menschenmetzgerei in Mazedonien unter bulgarischer Herrschaft. Wir verlangen Gerechtigkeit und Freiheit für alle in Bulgarien lebenden Mazedonier.

Im Kampfe für Freiheit und Selbständigkeit steht das freigeistige und fortschrittliche Europa auf der Seite des mazedonischen Volkes.

Ministerpräsident General Ziukowitsch,

Belgrad

Im Namen 250 prominenter Intellektueller und Delegierter humanitärer und fortschrittlicher Organisationen aller Länder Europas, versammelt zum Antifaschistischen Kongreß

in Berlin, erheben wir energischen Protest gegen das Wüten der Militärdiktatur in Jugoslawien und insbesondere in Mazedonien und in Kossowo. Wir sind entrüstet über die Massen-morde, Verhaftungen und bestialischen Folterungen von Hunderten unschuldiger Mazedonier und Albaner seitens der Organe Ihrer Regierung und Ihrer Vorgänger.

Wir verlangen ein Ende des mörderischen Terrors in Mazedonien und Kossowo. Wir verlangen allgemeine Amnestie und sofortige Befreiung der Hunderte politischer Gefangener aus den Kasematten Skoplje's, Bitolja's usw. Wir verlangen, daß dem mazedonischen und dem albanischen Volke alle Menschen-, nationalen und kulturpolitischen Rechte gewährt werden.

Gleichzeitig erklären wir, daß alle freigeistigen Menschen und fortschrittlichen Organisationen Europas dem heldenhaften Kampf und den unzähligen Märtyrern des mazedonischen Volkes voll Sympathie und Beistand gegenüberstehen.

Diese Telegramme wurden alle gezeichnet:

Für das Präsidium des Kongresses:

Fan Noli
Willy Münzenberg

Henri Barbusse
Michael Karolyi

Siegfried Jacoby

Der neue faschistische Anschlag gegen die Arbeiterbewegung in Bulgarien

Sofia, Anfang April 1929

Obwohl der Sturm von Protestdelegationen, Telegrammen, Resolutionen und Briefen aus dem In- und Auslande noch nicht aufgehört hat, beeilten sich die faschistischen Henker des bulgarischen Volkes, ein neues Blutbad zu veranstalten. Es ist ein neuer blutiger Feldzug gegen die Kommunistische Partei Bulgariens und die gesamte Bewegung des bulgarischen Proletariats unternommen worden.

Am 19. März d. J. nahm die Polizei aus ihren Wohnungen, aus den Eisenbahnwerkstätten und aus dem Bahnhof in Sofia über 30 Arbeiter in Haft und schleppte sie in die Unterstände der in der ganzen Welt am meisten gefürchteten Inquisition, in die Direktion der Polizei und der »Öffentlichen Sicherheit«. Am 20. März gelang es der Polizei auch den seit dem 9. Juni 1923 unerfaßbaren, illegalen Organisator und Führer des bulgarischen revolutionären Proletariats, den Arbeiter *Mladen Stojanoff*, festzunehmen. Am 21. März zerstreute sie mit Waffen eine friedliche Kundgebung, die etwa 1500 Studenten und Studentinnen in Sofia veranstalteten, nachdem sie in einen dreitägigen Streik eingetreten waren, um gegen die Maßnahmen der ihnen auferlegten unentgeltlichen Lehrzeit zu protestieren. Einige Dutzende Studenten und Studentinnen wurden von der wütenden Polizei verletzt. Ueber 30 Studenten wurden verhaftet und zusammen mit anderen festgenommenen Arbeitern viehisch mißhandelt. Aus den Nachrichten der Provinz ist zu ersehen, daß die faschistische Reaktion einen allgemeinen blutigen Feldzug gegen die werktätigen Massen Bulgariens unternommen hat. Jeden Tag werden neue Massenverhaftungen und Mißhandlungen vorgenommen. Ganze Stadtviertel in den Städten und Dörfern werden umzingelt und durchsucht. Auf der Tagesordnung stehen neue politische Morde und Massenprozesse.

Die ganze bürgerliche Presse, sowohl die der Regierung als die der »Opposition«, einschließlich der »Schiroki«, wahrte im Anfange Todesschweigen über die erfolgten Verhaftungen. Die Arbeiter- und Bauernpresse dagegen war überfüllt mit Enthüllungen über die fürchterliche Inquisition, der die Verhafteten ausgesetzt sind. Die Angehörigen der Verhafteten gerieten in höchste Beunruhigung über das Schicksal ihrer Verwandten. Nachdem diese schärfsten Protest erhoben hatten, folgten dann die zahlreichen Proteste der Arbeiter aus den Betrieben, aus den Kanzleien und überhaupt aus allen Arbeitervierteln. Nach großen Anstrengungen gelang es der Frau eines der Opfer, in die »Öffentliche Sicherheit« einzudringen, wo sie ihren unter den Foltern zusammengebrochenen Mann auf den Treppen traf, er war von Polizisten begleitet, die ihn weiter blutig mißhandelten. Sie schrie verzweifelt: »Das ist mein Mann! Mörder!«, und warf sich auf die Henker, um ihren Mann zu beschützen. Man knabbelte ihr den Mund, sie wurde verhaftet, und erst nachdem man ihr unter Drohungen befahl, kein einziges Wort von dem, was sie gesehen, zu verraten, wurde sie entlassen. Diese mutige Proletarierfrau richtete jedoch an den Ministerpräsidenten Liaptscheff einen offenen Brief, der in der Arbeiterpresse als Protest erschien. Sie ging auch zum Staatsanwalt, um die Rettung ihres Mannes zu verlangen, wurde jedoch von diesem abgewiesen. Endlich gelang es ihr,

zusammen mit einer Delegation der Arbeiterpresse vor den Ministerpräsidenten zu kommen und in seiner Gegenwart ihren mutigen öffentlichen Protest zu wiederholen: »Mein Mann wurde verhaftet, weil er Kommunist ist und weil man bei ihm irgend ein kommunistisches Büchlein gefunden hat. Man hat ihn gefoltert, damit er verrate, falls er etwas wisse, und um ihn umzubringen, falls er ein ehrlicher Mensch bleiben will. Einen Verrat begehen kann und darf er nicht. Man tötet ihn wegen seiner Ideen, und deswegen sollen auch seine Kinder zu Grunde gehen. Ihr habt aber dieses Recht nicht. Ich protestiere!«

Liaptscheff antwortete zynisch, daß er für das Leben ihres Mannes und der anderen Verhafteten garantiere, und daß sie vollständig unberührt bleiben werden. Inzwischen wurden jedoch die viehischen Folterungen Tag und Nacht zwecks Erpressung von »Aussagen« fortgesetzt. Alle Verhafteten und Mißhandelten erklärten, daß sie Kommunisten sind, daß sie aber niemals ihre Genossen und das Befreiungswerk des Proletariats verraten werden, selbst wenn man sie zerstückelte. Da kannte die Wut ihrer Henker keine Grenzen mehr. Auch politische Gefangene, die seit September 1928 sitzen, mit Janko Panoff an der Spitze, wurden in die »Öffentliche Sicherheit« gebracht, um sie dort aufs neue zu foltern. Das breitete noch mehr die Protestbewegung im ganzen Lande aus. Aber die bürgerlich-faschistische und die »Schiroko«-Presse setzte ihr Schweigen weiter fort. Sie wartete auf die Kommuniqués der faschistischen Behörden und ihrer Polizei.

Diese blutige Verschwörung des Schweigens dauerte volle sechs Tage. Sie würde weiter fort dauern, wenn die Polizei und die Regierung von dem einheitlichen Massenprotest des arbeitenden Bulgariens nicht gezwungen wären, zu sprechen. Die Polizei gab ihr Kommuniqué heraus. Das war das Signal für die faschistische Pressemeute. Mit verstärkter Kraft und triumphierenden Geschrei begann die neue schmutzige Kampagne gegen die Opfer des Terrors, gegen die K. P. B., gegen die gesamte revolutionäre Arbeiterbewegung, die Kommunistische Internationale und die Sowjet-Union.

»Neuer großer Erfolg der bulgarischen Polizei!« »Neue kommunistische Organisation aufgedeckt!« »Der Emissär der III. Internationale, gleichzeitig Sekretär der K. P. B., den die Polizei seit vier Jahren vergeblich sucht, verhaftet!« »Viele Funktionäre und Mitglieder der K. P. B. festgenommen!« »Die Polizei verfügt über ein großes Verzeichnis verdächtiger Personen, deren Verhaftung bevorsteht!« »Viele Papiere, Geld, automatische Gewehre englischen Systems und Revolver beschlagnahmt!« und ähnliche triumphierende und sensationelle Ueberschriften füllten die faschistische Presse.

Mit ihrem triumphierenden Geschrei versucht die faschistische Presse von allen Lagern, die Hilferufe der Opfer ihres Herrn, des blutigen, unersättlichen, bürgerlich-faschistischen Moloch zu ersticken, Verwirrung, Irreführung und Desorganisation innerhalb der kämpfenden Massen zu säen, und die Absichten der faschistischen Regierung und der Polizei zu erleichtern. Ihre verräterischen und käuflichen Journalisten gießen Ströme von Tinte.

In dieser Beziehung unübertroffen sind die Niederträchtigkeit, die Bütteldienste und die Hetze der bulgarischen Schirokis.

Zusammen mit den rechten faschistisierten Agrariern schreien sie gegen die »Wahnsinnstaten« und »Provokationen« der »vergoldeten Moskauer Agenten« und erklären, das nicht die Bourgeoisie und die Regierung, sondern ihre Opfer für den Faschismus und den weißen Terror verantwortlich seien. In ihrer Presse und von der Tribüne des faschistischen Parlaments erklären sie, daß die Verhafteten und zu Tode gemarterten Opfer sogar »Polizeiagenten und Provokateure« seien, weil man es anders nicht begreifen kann, wie sie es erreichen, ihre unterirdische »käufliche« Arbeit und Tätigkeit, mit der sie die Reaktion und den Faschismus veranlassen, den Terror gegen die arbeitenden Massen zu stärken und die »edlen Anstrengungen der Demokratie« zu vereiteln, weiter fortzusetzen. Von den kämpfenden Massen verworfen und verachtet, erblicken sie ihre einzige Rettung in der Zerschlagung der revolutionären Massenbewegung durch den Faschismus, in einer Kapitulation vor diesem.

Unter dem Deckmantel dieses triumphierenden Geschreies der faschistischen Presse und in einer Zeit, wo der König absichtlich vom Lande »abwesend« ist, um seine »kranken Ohren zu heilen« und inkognito Besuche zu machen, setzen die Sadisten von der Polizeidirektion, unterstützt von ihren Untersuchungsrichtern und Staatsanwälten, fieberhaft ihr blutiges Werk fort. Es werden Aussagen mit bis jetzt unerhörten Folterungen erpreßt, um neue zahlreiche Massenprozesse zu inszenieren, die den seit langem vorbereiteten und jetzt spruchreif gewordenen neuen blutigen Schlag gegen die gesamte Bewegung des bulgarischen revolutionären und heldenhaften Proletariats begründen sollen. Diejenigen von den Verhafteten, die sich weigern »auszusagen« und zu verraten, müssen »Selbstmord« verüben oder »sich vom 4. Stock der Polizeidirektion hinunter stürzen«, oder aus ihren sorgsam bewachten Räumen »spurlos verschwinden«. Die öffentliche und geheime Justiz des bulgarischen Faschismus arbeitet mit Hochdruck.

Aber vergebens sind alle diese blutigen Anstrengungen. Sie werden ihren höllischen Zweck nicht erreichen.

Wenn diese blutigen sechsjährigen Anstrengungen des bulgarischen Faschismus in der Epoche, als die Massen die

Furcht vor den Schrecknissen des weißen Terrors noch nicht überwunden hatten, keinen Erfolg hatte, so werden sie jetzt, wo diese Furcht überwunden ist und die Massen vom stürmischen Prozeß einer unaufhörlichen Radikalisierung, einer unaufhörlichen und immer wachsenden Aktivisierung und eines großen Siegesbewußtseins ergriffen sind, erst nicht gelingen.

Der unaufhörliche und entschlossene Wille der Massen zum Kampf und Sieg hat seine objektive historische und unausrottbare Wurzel in der tiefen und allgemeinen Wirtschaftskrise, die die Grundlagen der morschen kapitalistischen Stabilisierung des faschistischen Bulgariens erschüttert. Keine »Stabilisierungsanleihe« des imperialistischen Völkerbundes wird sie überwinden können. Der tolle kapitalistische Vormarsch gegen die breiten Massen, die in ihrer unbeschränkten Ausbeutung in der blinden kapitalistischen Rationalisierung nach bulgarischem faschistischem Muster zum Ausdruck kommt, versetzt den letzten Schlag und treibt immer neue und neue Massen zum Kampf gegen die faschistische Diktatur des Kapitals in Bulgarien. Auf der Grundlage dieser morschen kapitalistischen Stabilisierung wiederholen sich alltäglich in immer größerem Maßstabe alle Klassengegensätze, die bis zu ihrer Entstehung vorhanden waren und es entstehen auch neue solche Gegensätze. Es gibt keinen und es kann keinen Zweifel geben darüber, wohin diese tiefe Krise des Faschismus und des Kapitalismus in Bulgarien objektiv führt.

Der neue blutige Vormarsch des Faschismus stellte wieder und ganz kategorisch vor den sozialen Klassen und ihren Parteien in Bulgarien die Frage um die Wege ihrer weiteren wirtschaftlichen und politischen Entwicklung auf die Tagesordnung.

Wo geht das faschistische Bulgarien hin? Welches sind die nahen Perspektiven seiner weiteren Entwicklung? Die Antwort auf diese Grundfragen muß in der jetzigen Lage des Landes und der Volksmassen und in der bisherigen Entwicklung des Faschismus und des weißen Terrors in Bulgarien gesucht werden.

Hierüber in der nächstfolgenden Korrespondenz.

Kremakoff

Die „brillante“ Etappe des Venizelismus

Ich will keine Politik der Privilegien...
(Venizelos)

Hoch wallen die Wogen des Wahlkampfes. Der neue Senat wird gründlich vorbereitet. Eine Agrarbank wurde geschaffen über deren Tätigkeit man erst dann wird berichten können, wenn sie ihre Ausweise veröffentlicht. Dann erst wird man die »brillante« Etappe des Liberalismus richtig zu würdigen wissen. Vorläufig steht nur eines fest. Die Bauern glauben nicht an die Heilmittel der liberalen Kurpfuscher. Werden die 1600 Millionen Drachmen wirklich den arbeitenden Bauern zu Gute kommen? Werden sie vielleicht eine willkommene Kredithilfe für die »Tsakis« sein und jenen helfen, denen durch die Agrarverfassung unseres Landes ohnedies geholfen ist? Heute wissen wir nur eines. Die Bauern stehen ihrer »Erlösung« skeptisch gegenüber; sie meutern. Bauernunruhen bald da, bald dort, beunruhigen das liberale Regime: Vermehrung der Gendarmerie ist die Antwort. Das historische Motto liberaler Weltanschauung das »laissez faire«, gilt nur für die Besitzenden. Sie nur haben freie Hand, ihnen liefert man den Staat, den Verkehr, das ganze öffentliche Leben aus. Für die Werktätigen ist man nicht so liberal. Da läßt man nicht geschehen, was sie wollen. Da wird die diktatorische Seite des Regimes hervorgekehrt. Das Janusgesicht des Liberalismus offenbart sich unbeschönigt, brutal und zynisch.

Nein, keine Privilegien! Die Bauern wollen Boden und Inventar. Keineswegs, sie sollen sie nur kaufen. Die reichen Grundschlächter kaufen sie auch.

Keine Privilegien! Die Flüchtlinge sind zu vielen Tausenden noch immer nicht vor dem Schlimmsten bewahrt. Man baut ihnen keine entsprechenden Unterkünfte, man schafft ihnen keine wirkliche Arbeitsgelegenheit, weit entfernt. Wie kann ein Liberaler für Privilegien sein? Man steckt sie in die berüchtigten Baracken, man gibt Tausenden keinen Acker. Man verspricht und sucht durch diese Taktik die Arbeitslöhne niedrig zu halten. Man schafft freie Arbeitshände für die Plutokraten. Die Freiheit hat der Venizelismus den Flüchtlingen gebracht, die Freiheit Lohndrücker zu werden, oder hilflos zu Grunde zu gehen, — die Freiheit zu verhungern in den »lieblichen Häuschen«, die man fürsorgend für sie errichtet. Schon Bismarck sprach davon, daß die Freiheit zu verhungern, niemand gebrauchen könne. Die Worte des reak-

tionären Staatsmannes erschallen im Mutterlande balkanischer Demokratie geradezu als revolutionär. Eine Streikwelle folgt der anderen. Auf Laorion und Eleusis folgen die Streikdrohungen der P T T. Das liberale Regime sieht nicht zu, läßt nicht geschehen. Drohend tönt es von den Ministerbänken. Fieberhaft wird daran gearbeitet einem Kampfe zuvorzukommen. Strafen werden ersonnen, die Schwankenden einzuschüchtern, die aktiven Elemente niederzuschlagen. Venizelos will ja nur das Beste seiner Angestellten — ihre Arbeitskraft, das Schlechte, ihre Schulden, ihr Elend, sollen sie selbst behalten. Schon wird stolz verkündet, daß man nicht einmal die Löhne reduzieren wolle, man hätte ja nur die Bezahlung der Ferialtage eingeschränkt. Wozu der Lärm? Keine Privilegien! Wird man in letzter Stunde mit sich reden lassen? Wird man das verheißene »Wohlwollen« am Ende in die Tat umsetzen, um einer internationalen Blamage zu entgehen?

Was macht das den herrschenden Kreisen? Für ihr internationales Prestige sorgt Herr Politis, der in London der Minoritätenkommission seine Vorschläge unterbreitet. Er hat sich schon über eine richtige Formel geeinigt. Polen, Rumänien, stimmen bereits seinen Ausführungen zu. Politis ist der beste Mann. Er begründet mit großem Aufwand von Sachkenntnis und Wissenschaft, daß weiterhin — nichts geschehen wird, was die Henker der nationalen Minderheiten verletzen könnte. Oh, Politis wird in London willkommen sein. Er bringt keine neuen Ideen in das britische Empire. Er bringt ein erlösendes Wort zur Konferenz; das erlösende Wort Venizelos: Keine Privilegien! Ist nicht ein wirksamer Minoritätenschutz ein — Privileg? Muß man solche rückständigen Gedanken nicht von sich weisen? Hat nicht sogar die große französische Revolution mit allen »franchises«, mit allen »Freiheiten« aufgeräumt, um der bürgerlichen Freiheit den Weg zu bahnen! Der Venizelismus will dasselbe, doch plant er die Verwirklichung seiner Ideen in Etappen. Erst kommt die brutale Entrechtung, dann kommt der Liberalismus und ruft den unterworfenen Minderheiten zu: Keine Privilegien! Beschwerderecht gegen das »Vaterland«! Selbstverständlich! Aber Regelung der Mißstände? Keineswegs. Man darf keine Privilegien schaffen: Heilig ist das Bestehende. Es darf nicht angetastet werden. Trianon, Neuilly und all die anderen Verträge, sind unserem Paneuropäer Garantien des Friedens, die

aufrecht erhalten werden müssen. Weh' dem, der daran rührt! Das sind keine Privilegien, das sind Emanationen des Weltgeistes.

Schritt um Schritt ist der Venizelismus aus einer Ideologie eines manchesterlich beschränkten, aber immerhin liberalen Bürgertums zu einer Idee halbfaschistischer und ganzdiktatorischer Art geworden. Erinnerst du dich der Triumpfung Elepheros des Großen nicht ganz und gar an die pomphaften zirkusmäßigen Aufmärsche in Italien? Hat sich der große Creter, als er Mussolini die Hand reichte, nicht völlig seiner »größten Idee« untergeordnet?

Die Zeit des reinen Liberalismus ist vorbei. Volksfremd geworden, kann sich sein Regime nur noch auf Bajonette stützen. Die Methoden des »modernen«, des diktatorischen Liberalismus, müssen immer schärfer, immer barbarischer,

immer — faschistischer werden. Die Niederholung der Dodekanesosfahne war mehr wie eine Art polizeilicher Liebedienerei vor dem italienischen »Freunde«, es war eine symbolische Prostermung des abgelebten »Liberalismus«, vor der Idee der Gewalt, der Idee der Unterdrückung nach innen und außen.

Die »brillante« Etappe des Venizelismus hat begonnen. Kampf nach innen, Kampfvorbereitung nach außen! Pazifistische Phrasen, um die Massen zu blenden. Volksfreundliche Verheißungen, sie irrezuführen. Das ist das Programm des »modernen« Liberalen. Der italienische Faschismus ist aus einem Guß. Die Worte sind Dolche, die Taten sind Dolche. Der »modernisierte« Liberalismus, einst die pharisäische Phrase der Gewalttat. Dies ist das Unehrlliche, das — Venizelistische an Griechenlands neuem Regime.

Melings

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВОИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Първия международен антифашистки конгрес в Берлин Антифашисткия конгрес и националните малцинства

Международния антифашистки конгрес, който заседава в Берлин на 9 и 10 март, трябва да бъде оценен, като един етап с най-големо значение, не само в борбата срещу международния фашизъм, но и по-специално, като такъв в борбата, която потиснатите народи водят за своето национално освобождение.

Проче, организацията на потиснатите народи оцениха незабавно значението, което конгреса би имал за техната освободителна борба, още щом Барбюс публикува апела върху необходимостта от един световен конгрес против фашизма.

Националните малцинства изпратиха в конгреса 17 делегати, от които 6 представляваха тези последните от Балканите. Когато човек знае мъжностите, които делегатите требваше да преодолеят, за да пристигнат в Берлин, може да си обясни какво внимание те са отдали на конгреса и на мисията, която те следваше да изпълнят. Би било обаче, погрешно да се съди за значението, което конгреса отдаде на въпроса за малцинствата, по числото на техните делегати.

В действителност, това което характеризира първия фашистки конгрес е, между другото, интереса, който всичките делегати на политическите, синдикални, селски и културни организации от целия свет, отдадоха на делото на потиснатите народи.

Но, естествено е, това бежа на първо място шреките представители на националните малцинства, които взеха най-живо участие в разискванията по този въпрос.

Така, Фан Ноли, избран член на Президиума на конгреса като представител на балканските национални малцинства, произнесе една реч върху националното потисничество, която произведе дълбоко впечатление, защото той съуме да характеризира поразително страданията на балканските националности и героичната борба, която те не престават да водят срещу робството. При това, той разбули ролята, играна от Англия, Франция и Италия, за поддръжане и засилване на фашизма на Балканите.

Той порица силно и справедливо Обществото на народите и противопостави на тази машина — инструмент на империализма, Съюза на селските и работнически републики.

От името на Балканските национал-революционни организации, той апелира към всички, които искрено искат да помогнат на потиснатите народи, да се борят за реализирането на този лозунг.

Фан Ноли, между впрочем, изнесе същия въпрос и пред форума на берлинския пролетариат, а именно на грандиозния митинг, организиран по случай конгреса, на 10 март.

Делегациите на потиснатите народи на Балканите, имаха грижата от друга страна, да документират богатите конгресистите, като им връчиха не само неколкото последни номера на в. Балканска Федерация, но и много експозета и брошури, препажнени с материали, факти и анализи, макар

и много обити, върху националната проблема и балканския фашизъм («Истинския лик на върховистката ВМРО», «Истината върху Протогеровата ВМРО», «Положението на потиснатите балкански народи», «Фашизмът и борбите за освобождението на Добруджа», «Македония — жертва на империализма» и пр. и пр.).

Въпроса за потиснатите народи бе също широко изследван от Битнер, депутат от полския Сейм, който очерта в подробности режима, въоръжените нападения, закриването на училищата, колонизаторската политика на фашизма в Полша срещу украинските и бело-руските народности.

Без да цитираме другите речи, които бежа произнесени върху националния въпрос, достатъчно е да подчертаем, че конгреса намери за необходимо да изрази цялостна солидарност с потиснатите народи и своето твърдо желание да подпомогне, с всичките си сили, борбата за техното освобождение. За тази цел, той не се задоволи само — в резолюциите по разните други въпроси — да подчертае връзката, която съществува между тия въпроси за потиснатите народи, но той подчерта в специална резолюция линията, която трябва да се следва, за да се даде една ефикасна помощ на организацията, която водят борбата за национално освобождение. В тази резолюция, след един анализ на фактите, конгреса констатира, че потиснатите народи немащо да очакват от Обществото на народите и декларира, че техното освобождение може да бъде осъществено само чрез задружната борба на всички потиснати класи и националности срещу международната реакция и фашизъм. Той пра-ви апел към всички работници, селяни, интелектуалци от целия свет, които, обединени, ще турят край на потисничеството на работните маси и националните малцинства.

Тази резолюция, както се вижда, е изцяло проникната от идеята за единния фронт, който проче, характеризира целата работа на конгреса. Решението, което се взе за създаване на едно Интернационално антифашистко бюро, с седалище Берлин, се обяснява също с нуждата, живо почувствуваната от всичките делегации, да се координират, в възможна най-голема степен, всички информации, документи, а също тжй и агитацията, пропагандата и борбата на работната класа и на потиснатите народи против фашизма.

Би било обаче, погрешно да се изтъква това решение като такъво, което цели да прекъсне акцията, срещу фашизма на различните политически, национални, синдикални, селски, кооперативни, на Червената и Работническа помощ и на др. организации, за да се остави на централен организъм. Тжкмо напротив, тия организации трябва да продължат и засилят своята антифашистка борба в своите среди. Нуждите обаче, на общата борба срещу интернационалния фашизъм, изискват повелително едно взаимнопомагане и едно по-тесно координиране между тия разни организации, за да направят антифашистката борба още по-ефикасна.

Конгреса изпрати също на Ляпчев, Живкович и Венизелос протестни телеграми срещу потисничеството на македонците и пр. и телеграми в знак на симпатии и солидарност — на разни борци и организации, които водят борба за националното освобождение.

Ние нарекохме конгреса един етап в борбата. Той не

е, в действителност, един завършек на антифашистката борба, водена до сега. Борбата продължава! Националните организации трябва да се възползват от добитите от конгреса резултати, за да продължат борбата с още по-голема сила и доверие, до крайната цел — премахването на всеко социално и национално робство.

Н. Балкански

Международния антифашистки конгрес

(Специална кореспонденция за в. Балканска Федерация)

Първия международен антифашистки конгрес представлява за потиснатите балкански народи едно историческо събитие, защото той поставя основата на една организирана международна борба на всички елементи действително демократични и революционни против фашизма, който се навдига все повече, особено на Балканите. За първи път ние виждаме балканските национални организации да влезнат в близък контакт с тези борчески елементи от целия свет, които са поели задачата да постигнат крайните и светли идеали: Свободата и независимостта на всеки народ, правото на свобода на човека и гражданина.

Ние съжаляваме, че размера на нашия вестник не ни позволява да дадем един подробен отчет върху проблемите, разисквани на конгреса, както и върху станалите дебати.

Конгреса бе открит на 9 март, в големата зала на **Синдикалния дом**, чрез една тържествена и огнена реч от француския писател **Анри Барбюс**, знаменит и смел борец за свободата на народите, високо почитан, особено на Балканите.

След речта на **Анри Барбюса** и след като се отдаде почит на жертвите на фашизма в целия свет, **Президиума на конгреса** бе събран както следва:

Барбюс, **Снок** (секретар на Антифашисткия комитет от Англия), **Н. Битнер** (член на полския Сейм), **Михаел Кароли**, **Гидо Милиоли**, **Вили Мюнценберг**, **Хекерт**, **Стасова** (Шведския съюз), **Йевреинов** (Общия руски синдикален съюз), **Ландова-Стихова** (чехословашка депутатка), **Алфонс Паке** (писател, Германия), **Фан Ноли**, **Мартели** (Франция, Селския съюз), **Фоли** (Италия, Младежките организации).

При задушнителни овации на конгреса, следните жертви на фашисткия терор бяха избрани като почетни членове на **Президиума**:

Терацини и **Грамши** (Италия), **Матиас Ракоши** (Унгария), **Бужор**, **Стефанов** и **Добруджану Герей** (Ромъния), **Панов**, **Костов**, **Ю. Милев** (България), **Андре Марти**, **Карети** (Франция), **Рудолф Маргиес** (Германия), **Хофмайер** (Швейцария, току що осъден на 15 год. и 9 месеци строг затвор в фашистка Италия), от Полша, **Югославия** (**Пиаде**, осъден на 12 год. строг тъмничен затвор и **Керошевич**, осъден на 20 години).

Разрешение за влизане в Германия беше отказано на 4 делегати от разни работнически синдикати от Москва и на един белгийски делегат.

Преди да се открият дебатите, **В. Пик**, председател на Германската червена помощ, поднася на конгреса поздравите на революционния берлински пролетариат.

Първата точка от дневния ред:

Фашизъм, империализъм и опасност от война, бе докладвана от **А. Барбюс**. Той подчерта капиталистическия характер на фашизма и необходимостта да бъде той схванат и разгледан в неговото историческо значение, за да бъде ефикасна борбата, водена срещу него.

»Ние дойдохме тук, от всичките краища на света, каза **А. Барбюс**, като съди, за да издигнем едно живо обвинение срещу една от тържествуващите сили на настоящата епоха: срещу фашизма.

Що е фашизъм?

Нека повторим още веднаж очевидната истина: Това злощастие не е един феномен, който се дължи на величието или на извънредната сила на некого. Той не е създаване на гения на един или няколко авантюристи. Тези хора нямат геници. Фашизъм е последствие на едно положение на нещата, което надхвърля очевидно делата и жестовите на няколко личности.

Интернационалния фашизъм, т. е. всички фашистки режими, са се установили при съдействието и съучастието на съществуващите правителства. Техната задача е да станат сами те една държавна сила. В няколко страни те успеха напълно. Другаде, те са толерирани и помагани от властите и тези паразитни органи-

зации се установяват и засилват, съдействуват легалната власт, очаквайки удобен момент, за да узурпират тая последната. От момента, когато условията съществуват, целия техен апарат изниква с формите на партия, на лига или на тайна организация.

Впрочем, трябва да се даде един широк смисъл на думата фашизъм. Не бива да се казва, например: »В тази страна, като Испания, това не е фашизъм, а военна диктатура«. Тези различия са незначителни. В същност, всички фашистки режими преследват същите цели и си служат с еднакви средства. Всичките тия системи се различават само по форма, по претекст, или пък са си турили различни маски.

Ние не сме хората, които биха се задоволили да изнесат на една подобна трибуна — или по-скоро пред един подобен съд — прости оплаквания, които биха си останали само такива. Нашата цел — втората цел на този конгрес — е да вдигнем хората на борба срещу фашизма и да ги накараме да водят тази борба.

Кои хора? Почтените хора. Но това не е достатъчно. Без съмнение, има чисти съвестни, има свободни души, има благородни борци, които с всичкото си сърдце и всичкия си разум, осъждаха безобразния, назадничавия и нещастния фашистки разврат. Но, нещо повече, потребно е щото тук да се издигне гласа на тълпите, т. е. на работническите маси, на работническите организации.

На всекъде съществуват жестоки преследвания. Убийства: чисто и просто убийства, убийства след една привидност на съд, арести, заточения, изтезания. Правото на убежище почти не съществува вече; също тъй не съществуват гражданските права, като правото на словото и печата. Разстройство на работническите организации и суспендиране на работническите права. Безсрамно отнемане на тия права или даване подобие на права, под знака на фашизма. Извънредно голема експлоатация на труда. Грамадна, разстяща вълна на убийства и варварщина.

Този отчет ще се направи тук. Това е една от целите на конгреса. Кървавата енциклопедия ще бъде събрана чрез хора, очевидно от които са вече засегнати и носят белега на поклите на това чудовище. Тази страница на историята ще бъде написана изцяло с кръв и пълж. От тук ще се издигне един мощен вик на страдание и за помощ.

Но не бива да се забравя, че ако нещо може действително да се направи против фашизма, това са организирани множества, които ще го наложат. Те са, които ще наложат отмената на изключителните закони, амнистията, очаквайки по-доброто. Така действуйки, те ще реализират своите съществени искания и ще преминат един от етапите към своето пълно освобождение — и на края на този път, който трябва да изминат, се намира насилственото събаряне на фашизма.

В края на своята реч, посрещната с френетически ржкоплескания, **Анри Барбюс** изпрати поздрава на конгреса на Шведския съюз, отечеството на всички работници, страната, в която няма място за фашизма.

Манфред Георг, демократ, издател на в. »Темпо« в Берлин, посочи, »че фашистката опасност е твърде близка в Германия, и че в тази страна не е останало нищо от придобивките на революцията от 1918 г.«

Мидлетон (Англия), лидер на Колоната безработни, която отиде в Лондон, посочи на силните фашистки тенденции в Англия, »тази крепост на демокрацията«, но подчерта едновременно колосалното впечатление, произведено от приема на безработните в Лондон, прием, който сочи, че английските работнически маси са готови на борба срещу английския империализъм и неговите фашистки аспирации.

Михаел Кароли заклеими унгарския фашизъм, представляван от унгарските едри собственици и експлоататори

и подражаващ италианския фашизъм, който ще бъде авангарда в бъдещите войни. Унгарския фашизъм иска да поправи несправедливостите на Трианонския договор, за да подготви нова човешка касапница за целите на фашизма. Кароли апелира за борба срещу фашизма и като първи етап — изграждането на социализма в Европа.

Работника **Назаревич** и работничката-мишюрка **Кладенска**, от Чехославия, отправиха силни обвинения срещу »националната« Чехословайска република, която дирижира наказателни отряди в Карпатска Русия, арестувайки и жестоко малтретрайки жителите на тази област.

Д-р Велти, член на швейцарския Парламент, протестира срещу Обществото на народите, което направи от некогашната свободна Швейцария, център на световната реакция, гдето се коват оръжията против работническата и селска държава — Съветския съюз. Швейцарското правителство толерира италианските фашисти, създаването на италиански фашистки организации и синдикати и на цела шпионска мрежа. По желанието на фашистите от Италия, то забрани антифашистката манифестация. Д-р Велти осъди швейцарските социалисти, които не искат да оглохнат борба срещу фашизма и подчерта, че единствено комунистическите партии водят борбата срещу фашизма.

Фриц Хекерт, като представител на германския революционен пролетариат, осъди пасивното държане на германските социалисти и намира, че неучастието им в конгреса представлява една очевидна поддръжка на фашизма. Оратора подкани широките маси на енергична борба против фашизма, борба, която ще се увенчае с успех само когато се изоставят всички методи на опортюнизъм и разбирателство с фашизма.

Второ заседание (9 март, след обед)

Първия оратор, **Гидо Милиоли**, направи с силни изрази едно изложение върху историята на италианския фашизъм. Първия период, каза Милиоли, бе този на един кървав терор, не легализиран, но толериран от правителството. През втория период, фашизма, вече легализиран, разруши всички парламентарни институции. През третия период, след инсценирания атентат против Мусолини, фашизма подложи италианския народ на един нечуван в историята психологически и физически терор: побоища, убийства, политически процеси срещу противниците, са на дневен ред. Но хилядите човешки жертви, дадени от пионерите на новото общество, не ще останат без резултат.

Анри Битнер (Полша), издигна едно енергично обвинение срещу диктатурата на Пилсудски над потиснатите народи, които съставляват 40% от населението на Полша. Той описа с възмущение преследванията, практикувани от властите, задушването на опозиционната преса, затварянето на училищата, подискането на бедните селски маси, осъждането на стотини години затвор, особено в западна Украйна и в Бело-Русия. Полския фашизъм, знаейки много добре, че националните малцинства представляват главната резерва за революционна борба, иска да убие в зародиш всеко национално движение на тия народи.

Ледебур, един от най-старите ветерани на германския социализъм, силно разкритикува германските реформисти и ги нарече поклонници на фашизма. »В Германия, каза той, фашистката опасност се навдига. Ние трябва да извлечем важната поука от поражението на италианските социалисти, че фашизъм може да бъде съборен само с въоръжена борба«.

Силно аплодиран от конгреса, **Фан Ноли** направи, от името на потиснатите балкански народи, характеристика на балканския фашизъм и каза:

»Балканския фашизъм, който употребява за своя апарат на насилие 40—50% от държавните приходи, е фаворизиран и окуражаван от империалистическите държави, на първо място от Англия. След това, той говори върху правителствата на терора, които управляват на Балканите: Ляпчев в България, Маниу в Ромъния, Ахмед Зогу в Албания, генерал Живкович в Югославия, Венизелос в Гърция. На всекъде кървавите методи на военната диктатура, зад които стои едрата буржуазия, на всекъде машиниции, подготвяващи една нова война.

В балканските страни повече от половината население съставляват националните малцинства, които са потиснати: германци, унгарци, хървати, словенци, бошняци, черногорци, албанци, македонци, бесарабци, укра-

инци, добруджанци, тракийци, евреи и пр. В Югославия, сърбите представляват само $\frac{1}{3}$ от населението. Историята на балканските страни е история на насилието, на убийствата, на физическото унищожение на работниците и на националните малцинства, за които не съществува нито свобода и право за организиране, нито тажво на преса и на училища. Има потиснати народи, които са буквално физически изтребени и оратора сочи за това поразителни примери. Изгонените от тия страни маси не намират никакво убежище и загиват в мизерия.

Има само един изход от това непоносимо положение, поддръжано с помощта на Обществото на народите и на реформизма: Съюза на работническите и селски републики на Балканите.

Ето що трябва да извоюваме!

(Продължителни френетически ржкоплескания).

Стоянов (България), цитира ужасащи данни върху жертвите на фашисткия терор в България: 20.000 работници и селяни убити, 1.200 живи погребани в българските затвори, 2.000 политически емигранти... Той изказа надеждата, че конгреса ще обедини в един революционен фронт за борба против фашизма всичките борци против тоя последния.

Жан (Литва), нарисува картината на кървавия фашистки терор през 1926 г., когато големо число от работническите революционни организации беха разтурени.

Блаш, секретар на Француската червена помощ, даде данни върху постоянния ржст на фашизма в Франция, който се характеризира чрез настоящето насилие над француската работническа класа и чрез множеството присъди над лидерите на работническото движение.

Фоли, член на Съюза на комунистическата младеж в Италия, посочи на активната и пълна с себеотрицание борба, която комунистическата младеж в Италия води против фашизма.

Петрескану (бесарабец, член на ромънската делегация), описа ромънския фашистки терор в Бесарабия, който опустошава цели райони. Само в една нощ, 2.000 работници беха изклани в Татар-Бунар. В Бесарабия военното положение съществува от цели 11 години.

Втора точка от дневния ред:

Положението на работниците, селяните и интелигенцията в фашистките страни. Положението на синдикатите.

Докладчика, **професор Дженири**, живо аплодиран, нарисува една жива и верна картина за положението на работните маси в Италия. Върху базата на статистически данни, Дженири установи, че положението на работниците в Италия може да бъде сравнено с това на най-мизерните китайски кули.

Един италиански работник печели дневно средно 2.19 лири, и тази заплата спада всека година. Почти 80% от държавните приходи се разходват за армията, полицията и фашистките организации... Свободните синдикати, потиснати и преследвани от фашистите, продължават да работят нелегално и представляват единственото убежище на селските и градски маси.

Така, борбата за свобода на синдикатите е борба против фашизма. Падането на фашизма е неизбежно, защото той не успе да си създаде една широка социална база и да спечели масите, защото той е против тия последните. Освобождението от фашизма ще се добие чрез масовата борба, на чело на която стоят италианските работници.

Последно заседание на 10 март

Марков (Съединените Щати, Америка), поднесе на конгреса поздрав на Американския антифашистки комитет и докладва върху дейността развита от последния в Америка, върху антифашистката пропаганда, организирането на конференции и пр.

Австрийския делегат **Херман**, член на Австрийската социал-демократическа партия, подчерта разтящата опасност от фашизма като следствие от умножаването на фашистките организации и изказа своето недоволство от поведението на Социал-демократическата партия.

Романйоли, току що пристигна на право от Италия, бе френетически поздравен от конгреса. Той посочи, че италианските работници страдат систематически от глад. »Един-

ствено чрез въоръженото въстание на работниците, селяните и войниците ще бъде съборен фашизъм», извика той в края на своята реч.

Калайджиев, депутат, делегат на Българската работническа партия, обясни, че българския фашизъм, подкрепен от западните империалистически сили, тласна българското работничество в най-тежка мизерия. Той ги лиши от всички права и докара селяните до положението на просяци. Въпреки насилието обаче, той не успе да организира фашистки синдикати.

Николети (Италия), организатор на селяните и на земеделските работници в Италия, описа мизерното положение на селяните под неограничената диктатура на големите собственици.

След това беха четени множество поздравителни писма и телеграми, адреси, отправени до конгреса, между които едно писмо от **Марио Бергамо**, бивш депутат, председател на Републиканската партия, който «осъжда строго всички, които се държат на страна и не взимат активно участие в борбата против фашизъм». Четоха се телеграми от Международната червена помощ, от името на нейните 11.000.000 члена, от живите още парижки комунари, от левицата на Полската социал-демократическа партия, чиито делегати не присъствуват, вследствие отказа да им се визират паспортите и пр.

Войтински, депутат от Полската селска партия, **Гордин**

(Италия), **Волкау** (Холандия), поднесоха на конгреса поздравите на техните респективни работни маси.

Хорник, от името на Съюза на червените борци в Германия, обеща тържествено, че червените борци ще изпълнят решенията на конгреса.

Професор Нейедли (Чехославия), порица интеллигентите, които застават на страната на фашизъм и издигна един апел за борба против тези лъжливи интеллигенти.

Конгреса изслуша след това докладите на осемте комисии. **Докладчик на Комисията по националните малцинства** бе **Фан Ноли**.

Конгреса реши създаването на едно **Международно антифашистко бюро** с седалище в Берлин. Това бюро започна своята работа от 1 април т.г.

В неделя, 10 март, бе свикан в грамадните зали на цирк **Буш** един масов митинг на революционния Берлин. Тук присъствуваха всички делегати на конгреса и представители на всички берлински революционни организации. От името на Германската комунистическа партия, **В. Пик** поздравя конгреса.

Беха произнесени речи от **Барбюс**, **Ландова-Стихова** (Чехославия), **Кароли**, **Фан Ноли** (от името на балканските потиснати народи), който бе френетически аплодиран, **Витковски** (Полша), **Дорел** (Франция) и **Милиоли**. Последната реч бе произнесена от **Мюнценберг** и митинга се закря с изпеване на Интернационала.

Протестите до Белград, София и Атина Телеграми отправени от конгреса

До Министър-председателя генерал Живкович Белград

От името на 250 бележити интелектуелци и делегати на хуманитарни и прогресивни организации от всички страни на Европа, събрани на антифашисткия конгрес в Берлин, издигаме енергичен протест срещу бесненията на милитаристическата диктатура в Югославия и особено в Македония. Ние сме възмутени от масовите убийства, арести и зверски побоища над хиляди невинни македонци вършени от органите на вашето правителство и тези на председателстваните ви.

Ние настояваме да се турне край на този убийствен терор в Македония. Ние настояваме за една обща амнистия и за бързото освобождение на стотиците политически затворници гниеци в подземията на Скопския, Битолския и др. затвори. Ние искаме да се възвърнат на македонския народ всички човешки, национални и културно-политически права.

Ние заявяваме същевременно, че симпатиите и подкрепата на всички свободомислящи хора и прогресивни организации в Европа са на страната на героичната борба и безбройните мъченици на македонския народ.

Берлин, 9 март 1929 г.

За Президиума на конгреса:

Фан Ноли **Анри Барбюс**
Зигфрид Якоби **Михаел Кароли**
Вили Мюнценберг

До Министър-председателя Ляпчев София

От името на 250 бележити интелектуелци и делегати на хуманитарни и прогресивни организации от всички страни на Европа, събрани на антифашисткия конгрес в Берлин, издигаме енергичен протест срещу продължаващия терор на вашата полиция и вашите македонски фашистки оръдия. Целия културен свет е погнусен от всекидневните и негрестанни масови убийства и злодеяния от страна на фашистките банди на **Иван Михайлов** в Петричкия окръг и на други места в България.

Ние настояваме да се турне край вече на тази без-

крайна човешка касапница в Македония под българска власт. Ние искаме права и свободи за всички македонци в България.

В борбата за свобода и независимост, свободомисляща и прогресивна Европа стои на страната на македонския народ.

Берлин, 9 март 1929 г.

За Президиума на конгреса:

Фан Ноли **Анри Барбюс**
Зигфрид Якоби **Михаел Кароли**
Вили Мюнценберг

До Министър-председателя Венизелос Атина

От името на 250 бележити интелектуелци и делегати на хуманитарни и прогресивни организации от всички страни на Европа, събрани на антифашисткия конгрес в Берлин, издигаме своя енергичен протест срещу нескончаемите преследвания и терор в Македония под гръцка власт. Вие носите целата отговорност за варварското изгонване на стотици хиляди македонци от български, турски, албански и др. произход от техната родина. Ограбени и гладни измират в чужди страни нещастните жертви на вашата политика. Вие носите и отговорността за нещастията на доведените от чужда земя в Македония гръцки бежанци както и за ужасния режим на потисничество и денационализация върху останалото още в родните си огнища македонско население.

Ние настояваме да се турне край на тази противочовешка политика. Настояваме също така за освобождението на всички политически затворници и заточеници по островите, както и за свободното завръщане на всички изгонени зад граница.

Македонския народ има право на свобода и независимост и в борбата срещу своите угнетители той се радва на нашите пълни симпатии.

Берлин, 9 март 1929 г.

За Президиума на конгреса:

Фан Ноли **Анри Барбюс**
Зигфрид Якоби **Михаел Кароли**
Вили Мюнценберг

Угнетени граждани, работници и селяни!

Четете и разпространявайте

в-к „БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ“

орган на националните малцинства и потиснатите народи на Балканите

Една декларация на Балканските национал-революционни организации

Балканските национал-революционни организации направиха на Международния антифашистки конгрес следната декларация:

Фашизмът, държащ властта в всичките балкански страни, е особено жесток по отношение национално потиснатите народи, които съставляват една грамадна маса от няколко милиона човека, останали след световната война под чуждо робство. След тази война, особено на Балканите под знамето на »националното освобождение« — 2½ милиона македонци, 1 милион албанци, 1 милион добруджанци, 2 милиона унгарци, 3½ милиона хървати, милиони българи, черногорци, бошняци, словенци, турци, руси, гърци, германци, евреи, украинци и пр. — повече от двадесет народности, съставляващи 21 милиона жители в Балканите — продължават да бъдат лишени от своята национална свобода. Наново разпокъсани и включени силом в чужди държави, тези националности беха обявени като »малцинство« и хвърлени в робство, по-непоносимо от предишното. Те понасят един режим на военно положение, побои, военни съдилища, жестоки преследвания, арести и са лишени от правото на всяка национална проява. С помощта на терористични организации, създадени от фашисткия режим специално против потиснатите народи: »СРНАО«, »Народна отбрана«, »Удружение«, »Акциуна ромаянска«, »Мобила«, »ВМРО«, »ВДРО«, »Родна защита«, »Кубрат«, »Гръцки юмрук« и пр. и пр., се организират периодически погроми, масови убийства, кланета, не познати дори в епохата на инквизицията. Чрез убийствата на най-видните борци, арестуваната и принудителното емигриране на най-съзнателната част от тези народи, балканските потисници сметат, че ще бъдат в състояние да пречупят националното съзнание и борческия дух на потиснатите балкански народи, да денационализират и колонизират анексираните от тях области.

Денационализацията и колонизацията, практикувани от фашизмът, подклаждат шовинистическите чувства и аспирации за нови анексии и за реванш. Те изострят конфликтите между балканските страни и възбуждат апетитите за нови войни между самите балкански народи и техните съседи.

Големите империалистически държави подкрепят с всичките си сили фашизмът и терора срещу потиснатите балкански народи. Италия, инспираторката на балканския фашизъм, в своите завоевателни стремежи на Балканите, се

опира изключително на фашистките организации. Тя поддържа тия последните открито — морално и материално.

От друга страна, англо-френския империализъм фаворизира и окуражава с всички средства реакционните балкански правителства, получавайки като компенсация, економически и финансови облаги, и подготвя блока на балканските фашистки правителства против Съветския съюз и против колониалните народи, които се пробуждат.

Обаче, въпреки терора и фашизмът, потиснатите балкански народи не ще позволят да бъдат национално унищожени.

Те не ще позволят да бъдат унищожени в една чужда на техните интереси война. Борейки се решително срещу робството, те виждат своето освобождение изключително в борбата им срещу фашизмът и балканската реакция.

В тази тежка борба за освобождение, потиснатите балкански народи и организациите, които ги представляват: Вътрешната македонска революционна организация (ВМРО — Обединена), Албанския комитет за национално освобождение, Косовския комитет, Добруджанската революционна организация (ДРО), Революционния комитет на западна Тракия, разчитат върху помощта на селяните, на работниците и на всичките прогресивни сили, които се борят срещу фашизмът, за свободата и за граждански и политически права. Те разчитат на техната морална помощ за да се тури край на варварския режим, който съществува на Балканите, за да се демаскират фашистките и империалистически правителства в тези страни и за да се направи невъзможна новата империалистическа война, която сега се подготвя. Единствено чрез събарянето на робските режими, които жертви балканските народи са днес, тия последните ще добият възможността свободно да разполагат с своята собствена съдба. Освободени и федерирани в един братски съюз, те ще бъдат в състояние да направят невъзможни империалистическите аспирации, да отстранят опасностите от война и да подготвят необходимите условия, които ще им гарантират траен мир и културен и економически напредък.

Вътрешна македонска революционна организация — Обединена (ВМРО — Обединена)

**Албански комитет за национално освобождение
Косовски комитет**

**Добруджанска революционна организация (ДРО)
Революционен комитет на западна Тракия**

Новия фашистки удар над работническото движение в България

(Кореспонденция от София)

Още не е спрел потока на протестните делегации, телеграми, резолюции и писма от чужбина и от вътрешността на страната, а фашистките желани на българския народ побързаха да устроят нова кървава вакханалия. Предприет е нов кървав поход против БКП и целокупното движение на революционния български пролетариат.

На 19 март т. г. полицията измъкна из жилищата им, из ж. п. работилница и гарата в София повече от 30 работници и ги отвлече в помещението на най-прочутата инквизиция — Дирекцията на полицията и Обществената безопасност. На 20 март тя успе да залови »неуловимия« от 9 юни 1923 г. до сега нелегален организатор и вожд на българския революционен пролетариат — работника Младен Стоянов. На 21 март българската полиция нападна с стрелба, приклади и меч и разпръсна мирната демонстрация, устроена от 1.500 софийски студенти и студентки, обявили 3 дневна протестна стачка и дошли да протестират пред фашисткия парламент против въвеждането на ангарията — безплатния стаяж! Няколко десетки студенти и студентки беха прегазени от конете, бити с приклади или ранени от ножовете, или куршумите на побеснелата полиция. Повече от 30 души студенти беха арестувани и заедно с другите арестувани работници пребити и смазани от бой. От сведенията, които пристигат от провинцията, се вижда, че побеснелата фашистка реакция е предприела повсеместен кървав поход против българските работни маси. Произвеждат се масови арести, вършат се побоища, блокират се и обскират цели квартали в градовете и цели села. На дневен ред са нови

многобройни политически убийства и масови политически процеси.

По извършените арести целата буржуазна фашистка преса, и правителствена, и опозиционна, от най-десната до »най-левата« (социал-фашистката), залази в началото гробно мълчание. Работническата и селската преса се пълни с разкрития върху страшната инквизиция, на която са подложени арестуваните. Тревогата на близките им за техната съдба обхваща масите. След протестите на близките им, последваха многобройните протести на работниците от предприятията, учрежденията и работническите квартали. След дълги усилия на една смела жена и сжирута, майка на невръстни деца, се удаде да проникне в Обществената безопасност и намери своя пребит мъж да се търкаля по стълбите на долу, ритан от озверелите полицейски садисти. С сърдцераздираща писма: »Това е моя мъж, убийци!« — тя се хвърля върху палачите, за да защити другаря си. Запущват й устата, арестуват я и с заплашване, да не смее да продума върху виденото, я освобождават. Обаче, тази смела и доблестна пролетарска жена, излезе с открито писмо до министър-председателя Ляпчев в работническата преса и издигна решителен протест. Яви се при прокурора да иска защита за мъжа си, но той я изгони. Най-сетне, заедно с една делегация на работническата преса, тя успе да се яви при министър-председателя и да повтори в очите му своя смел публичен протест. »Арестуван е, защото бил комунист и защото заловили в него комунистическа книжка! Изгизават го, за да предаде, ако знае нещо или да загине, ако е

честен човек! Да предателствува, той не може и не бива! За идеите му го убиват и трябва да загинат децата му! Но за това вие немате право! Аз протестирам и пр.»

Ляпчев цинично отговори, че гарантира живота на мъжа ѝ и другите арестувани и че нема да падне косъм от главите им. Обаче, в Дирекцията на полицията продължаваха денонощно да изтезават новите жертви на белия терор, за да изтръгнат показания. Последните заявиха, че са комунисти, но да ги насекат на късове, те нема да предадат другарите си и своето освободително дело. Беса на техните джелати не знаеше граници. След като смазаха с бой тия нови жертви, измъкнаха из затвора и върнаха в Обществена безопасност арестуваните през септември 1928 г. работници, на чело с Йонко Панов, за да подложат още незаздравените им тела на нови изтезания, с цел да изтръгнат от тях нови признания. Тревогата за съдбата на всички жертви обхвана най-широки маси. Протестното движение се разраства с нова сила. Но буржуазно-фашистката и социал-фашистката преса продължаваше още да мълчи. Тя чакаше командата на фашистката власт — комуникето на нейната полиция.

Цели 6 дена продължи този кървав заговор на мълчанието. Той би продължил още дълго време, но полицията и правителството беха заставени от единодушния и масов протест на трудяща се България, от нейното масово протестно движение. Полицията издаде своето «комунике». Сигнала бе даден. Кървавия заговор на мълчанието нарушен. С нова сила и с тържествующ кресък започна кампаната против жертвите на терора, против БКП, против целокупното работническо движение, против Комунистическия интернационал и Свjetsкият съюз.

»Нов голем успех на българската полиция! Разкрита нова комунистическа организация! Заловен е емисара на III интернационал, който бил и политически секретар на БКП, и който полицията напразно търси вече 4 години! Изловени са много функционери и членове на БКП! Полицията разполага с голем списък на съзнателни лица, чиито арести са предстоящи! Заловени много книжа, пари, автоматически пушки от английска система и револвери!» и тем подобни тържествени и гръмки заглавия и подзаглавия.

С своите тържествующи кресъци фашистката преса се опитва да заглуши стонове на новите стотици избрани жертви на нейния господар — кървавия и ненаситен буржуазно-фашистки Молох, да внесе смут, заблуда и дезорганизация всред борящите се маси, да заглуши техния протест и да улесни задачата на фашисткото правителство и полиция. Нейните продажни и наемни журналисти разливат реки от мастило.

В това отношение ненадмината е подлостта, доносничеството и насмекването на българските социал-демократи. Те кресчат заедно с десните фашизирани земеделци против «безумията» и «провокациите» на «платените московски агенти» и обявяват, че не буржуазията и нейното правителство са отговорни за фашизма и белия терор, а самите техни жертви. В своята преса и от трибуната на фашисткия парламент, те заявиха и продължават да тръбят, че арестуваните и пребити жертви са дори «полицейски агенти и провокатори», защото не могло да се обясни иначе, техната непрекъсната и неуловима подмолна и «продажна» дейност, с която дават само повод на реакцията и фашизма да засилят своя терор против народните маси и осустват «благородните усилия на демокрацията».

Отритнати и презрени от борящите се маси, те възлагат своите единствени надежди върху разбиването на масите от фашизма, върху една техния капитулация пред него.

Под прикритието на тоя тържествующ кресък на фашистката преса и в времето на преднаммереното «отсъствие» на царя, който прави «инкогнито» посещения в чужбина и си «лекува болните уши», садистите от Дирекцията на полицията, заедно с своите следователи и прокурори, продължават трескаво своето кърваво дело. Изтръгват се показания с нечувани мъчения, за да се монтират нови многобройни масови процеси, които да обосноват отдавна замисления и вече подготвен нов кървав удар върху целокупното движение на революционния и героичен български пролетариат. Който от арестуваните откаже да прави «призвания» и да върши предателство, той трябва «да се самоубие», или «да се хвърли от IV етаж на Дирекцията на полицията», или «да изчезне безследно» из нейните строго охранявани помещения. Явното и тайно правосъдие на българския фашизъм работи с пълно напрежение.

Но напразно са всички тия кървави усилия. Те нема да постигнат своята пълна цел. Ако тези кървави 6 годишни усилия на българския фашизъм не успева в епохата, когато масите не беха преодолели още страха пред ужаса на белия терор, то сега ли ще успеят, когато този страх е вече преодолен и масите са обхванати от бурния процес на едно непрекъснато олевяване, на една непрекъсваща се и все повече разяща техния активизация, която манифестира техния решителна и непреклонна воля за борба и победа!

А тази непреклонна и решителна воля на масите за борба и победа има своите обективни, исторически и неизтребими корени в дълбоката и обща стопанска криза, която разяжда основите на гнилата капиталистическа стабилизация на фашистка България. Никакви «стабилизационни заеми» на империалистическото Общество на народите не ще я преодолее. Бесното капиталистическо настъпление против широките маси, изразено в безграничната им експлоатация, в безогледната капиталистическа рационализация по български фашистки образец, придружено с пълното обезправяне на масите и с непрекъсващото се всеотранно влошаване на техния положение, заби ножа до кокала и непрекъснато тика все нови и нови маси на борба против фашистката диктатура на капитала. На почвата на тази гнила стабилизация ежедневно се възпроизвеждат в все по-разширен и изострен размер всички класови противоречия, които съществуваха до нейното настъпване, като към тях се прибавиха и ред нови такива. И нема и не може да има съмнение на къде води обективно тази дълбока криза на фашизма и капитализма в България.

Новия кървав поход на фашизма постави отново и с пълна категоричност пред обществените класи и партиите им в България въпроса за пътята на по-нататъшното нейно стопанско и политическо развитие.

На къде върви фашистка България? Какви са близките перспективи на нейното по-нататъшно развитие?

Отговора на тия коренни въпроси трябва да се дири в сегашното положение на страната и масите и в досегашното историческо развитие на фашизма и белия терор в България.

По това в следующата кореспонденция.

(Следва края)

Кремъков

Неуспеха на Пиротската конференция поради Македония

Преговорите, които в продължение на три седмици се водиха между представителите на белградското и софийското правителства в Пирот, наново поставиха на сцената въпроса за сръбско-българското сближение. Англо-френския империализъм най-вече се интересуваше от него и за това Лондон и особено Париж положиха големи усилия за да се тури край на отбегнатите отношения между Югославия и България. Тия две балкански съседки требваше да послужат за преграда на италианското настъпление на Балканите и за оръдие на по-далечните цели на англо-френския блок. Пиротската конференция бе предшествувана с отварянето на сръбската граница, затворена, както е известно, след убийството на генерал Ковачевич. Самата конференция бе открита шумно и с особена тържественост и се следеше с голем интерес. Очакваше се да настъпи ерата на славянското «братство» на Балканите.

Донесе ли тя очакваните резултати? Председателя на българската делегация, полковник Попов, след приключването на конференцията, при завръщането му в София,

заяви че «по някои въпроси е постигнато споразумение, а други останали неразрешени». Съгласие било постигнато по въпросите за преминаване на двувластниците през границата, за използване водите за напояване имотите им и за назначаване пазачи на същите имоти. Между двете делегации се постигнало съгласие и за железопътната и административна служба между България и Югославия за облекчаване пътуването по железниците, като се избегнат големите формалности и се установят по-евтини паспортни визи.

Читателят вижда, че работата на Пиротската конференция била изчерпана с разрешаването на въпроси от чисто технически характер. А нейната задача не се заключаваше главно в това. Тя требваше да разреши и **въпроса за безопасността около границата** и тъкмо този въпрос, който е кардинален и политически и чието разрешение требваше да послужи като пробен камък за сближението между Белград и София, остана неразрешен. Там именно са се срещнали непримиримите тези на двете съседки и са се сблъскали, за да отскочат на още по-големо разстояние. На искането на

србског правителства, че Бџлгария треба да ликвидира с «автомонистичкесте» банди и веднџж зе винаги да се прости с Македония. Софија е противопоставила познатата теза за бџлгарски характер на Македония и, за да подготви почвата за своите велико-бџлгарски аспирации, тя е потџрсила известни «национални» концесии. С други думи, вџпроса за безопасноста околу границата неизбежно е свџрзан с тоя за владението на Македония. Ето зашто, усилията на англо-френски империализм да оближи двете славянски «сестри» на Балканите пропаднаха. Наистина, Англия и Франция успеха е подписание на 27 март т. г. в Белград пакт да свџржат Југославия с Гџрција, но там се касаеше за взаимно гарантиране на военната плячка. Бџлгария, която се счита онеправдана от мирните договори, за да се залови на хорото на Париз и Лондон, иска, ако не по-голем, поне равен дел от Македония. Такџв не ѝ се дава. Белград и Атина са решени да посрещнат с своите щикове исканията от тоя характер. Грџко-србски пакт за приятелство напџлно илюстрира тая мисџ.

При това положение на нещата, не е трудно да се разбере по чии води ще се повлече бџлгарската вџншна политика. Италия, която отдавна тџрси сџюзници в своя поход шротив Југославия и за навлизане на Балканите, днес, в лицето на Бџлгария, ще намери свой най-добџр помощник. И ако софийското правителство още открито не е манифестирало своята привџрзаност кџм Рим, то е зашто пред него стоат изборите в Англия, чийто резултати могат да окажат известно влияние вџрху групировките на великите сили и техната международна политика.

Близкото бџдаще ще ни покаже дали Бџлгария ще се хвџрли в обятията на фашистка Италия и по тоя начин дали ще замисли за един реванш, или пџж ще бџде при-

тисната в клеците на англо-френски империализм, за да попџлни веригата на негови балкански реакционен фронт.

Какво носят за македонски народ и изобџо за балканските народи перспективите, които в тоя момент се чертаят на Балканите? Сџздаването на два враждебни лагера в средата на балканските дџржави значи подготвяване на нови војни между тех и понеже те стават за владението на Македония, последната още веднџж ще се обџрне в арена на кџрвави изтребления и обект на нови дележи. Сџзидането пџж на поробителите на Македония — Белград, Атина и Софија — означава общ поход срещу македонското национално освободително двиџение, по-здорово стягане робските вериги околу снагата на Македония и засилване реакцията и фашизма на Балканите. Ето кџде водят всичките прегрупирвания и политически комбинации между днешните балкански правителства.

Поробения македонски народ, за чийто кожа става всичко това, отлично разбира намеренията на своите тирани и ясно вижда кџде ще стигне техното сџрвенување за владението на Македония. И за това, на тџврдено на Белград, че Македония е србска, на тџврдено на Софија, че тя е бџлгарска и на Атина, че тя е грџка, тоя отговаря: **Македония е на македонците.** Там живеат и бџлгари, и турци, и гџрци, и албанци, и власи, и евреи, които, изхождайки от своите национални, политически и економически интереси и от интересите на мира на Балканите, задружно ратуваат за издигането на Македония в независима дџржава, в рамките на Балканската Федерация. Зашто, само политическата независимост на целокупна Македония е в сџстояние да отстрани причината за вечните балкански раздори и сџтресения, и само свободното федериране на балканските народи ще може да изгради истински и траен мир на Балканите.

А. Чернев

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Budžet diktature

Beograd, 5. aprila 1929.

Najvernija slika politike svake vlade jeste državni budžet. Ta slika, predstavljena budžetom beogradske diktatorske vlade, ispala je još vernija nego ranije, jer je pravljena bez učešća parlamenta, bez zamazivanja i maskiranja kojim su obilovali prošli budžeti.

Budžet iznosi 12.464.474.912 Din. U poredjenju sa prošlim budžetom povećan je sa 412.722.921 Din. Povećani su izdatci na penzije za 211 mil. din., na vrhovnu državnu upravu za 147 mil. din., na ministarstvo finansija za 32 mil. din. ministarstvo saobraćaja za 30 mil. din., na državne dugove za 27 mil. din. (otplata novog švedskog zajma), na ministarstvo unutr. dela za 23 mil. din. Ni jedan od jugoslavenskih listova nije smeo doneti povećanje budžeta ministarstva vojske i mornarice koje iznosi preko 400 miliona dinara. Cenzura ne dopušta da se objave sva smanjivanja budžeta. Budžet socijalne politike prepolovljen je i iznosi svega 29.770.000 din. Budžet poljoprivrede koji je i do sada bio među najmanjim budžetima, smanjen je za 38 miliona dinara; t. j. za 30% i iznosi svega 75.630.000. Budžet ministarstva agrarne reforme (koje je sada ukinuto i čiji će se budžet dodati budžetu poljoprivrede) iznosi redovnih izdataka svega 12.501.220, a vanrednih izdataka 24.501.028, koji idu za otplatu zemljišta feudalcima i veleposednicima.

Budžet je podeljen, kao i prošli, na dva dela: *Budžet vrhovne državne uprave iznosi 7.945.647.510 din., a budžet državnih preduzeća 4.578.827.402 din., t. j. neproduktivni deo budžeta iznosi 65%, a »produktivnik» 35%.* Od budžeta Vrhovne državne uprave, čije se pokriće vrši neposrednim i posrednim porezima, na ministarstvo vojno dolazi 2.528.571.000, na ministarstvo policije 586.612.000 din. na otplatu dugova 895.430.000 din. (dugova, poglavito upotrebljenih za vojne svrhe), t. j. ukupno 51% budžeta vrhovne uprave, t. j. stvarnoga budžeta koji se dobija oporezivanjem masa, ide na vojsku, policiju i otplatu dugova poglavito vojnih. U navedenom rasporedu budžeta rashoda, izbija jasno slika militarističkog diktatorskog režima sa svima njegovim najbitnijim obeležjima na koje smo stalno obraćali pažnju: *režima militarizma, krupnih bogataša, veleposednika, čiji su interesi u budžetu do potpunosti sprovedeni.*

Jasno je iz bilo na videlo, da diktatorska vlada, sastavljena iz predstavnika veliko-srpskih imperijalista obratila najveću pažnju na održanje i uvećanje vojske, radi pripreme za izvođenje svoje hegemonističke politike na Balkanu; da će održati stari ogromni budžet policije i uvećati ga — da bi i dalje i još svirepije nego do sada gušila sve nacionalne i sve opozicione pokrete u Jugoslaviji. Sa bezobzirnom brutalnošću, diktatorska vlada, sastavljena iz predstavnika srpskih i jugoslavenskih industrijskih — velikana i bankara, izvršila je u svoome budžetu svirepi udarac na poljoprivredu, na seljaštvo, i sa dželataskim cinizmom, u vreme gladi i propasti ovogodišnje setve od 20 do 30% u svima krajevima, u vreme osiromašenja i proletarizovanja seljačkih masa — ukinula agrarnu reformu, obrazovala agrarnu banku od 300 miliona dinara da nagradi feudalne i krupne veleposednike, pored vanrednih kredita radi toga uneti u budžet.

Ali je ovaj budžet otkrio jasno i drugu stranu današnjeg režima. Diktatorski režim pokazao je, da nije u stanju da smanji finansijske terete nad narodom, već da ih mora povećavati — da bi se održao. Medjutim, dosadašnji tereti bili su toliki, da ih narod nije mogao podnositi. Mnogo obećavana štednja pokazala se kao obmanjivanje masa, kao privremeno učutkivanje, da se ne pobune dok se diktatura ne učvrsti pomoću svoga vojnog i policijskog aparata.

Budžet prihoda pokazuje tek pravi karakter militarističke diktature. Za pokriće budžeta Vrh. Drž. Uprave predviđeno je neposrednih poreza svega 1.864 miliona, posrednih poreza (koje plaćaju isključivo potrošačke mase) 6.081.647.000, t. j. 30% donosi neposredni, a 70% posredni porez. Ali i od ovih neposrednih poreza, koji se obično smatraju kao porezi na kapital, u stvari većinu snose sitni i srednji seljaci i sopsstvenici (u vidu poreze na zemljište i radnju) a, po poreskom zakonu od pre nekoliko godina u Jugoslaviji, i sami radnici (porez na nadnicu koji sami poslodavci odbijaju od zarade). Pored toga u sadašnjem budžetu predviđeno je 190.575.700 din. neposrednog poreza više nego u prošlom budžetu, poglavito od povišenja poreza na zemlju i t. zv. zemljarine.

Kakve finansijske izgledе u budućnosti daje diktatorski režim nagoveštava i sam ministar finansija u svojoj sprovodnoj rači uz budžet. »Poznato je na prvom mjestu, veli on, da naš budžet dugova mora neminovno porasti i to u znatnoj mjeri posle reguliranja ratnoga duga u Francuskoj, eventualno

nepovoljnoga riješenja pitanja ratnih dugova i posle zaključenja zajma za stabilizaciju i javne radove... »Isto tako jačanje privrednih preduzeća povlačit će neminovno i povećanje rashoda« — veli dalje ministar.

Kada se uzme u obzir: da nereguliranih dugova ima više nego reguliranih; da će samo otplata ratnoga duga Francuskoj — koja će, kako sam ministar priznaje, ispasti nepovoljno po Jugoslaviju — iznositi godišnje najmanje 300 miliona; da će se ostale oplate popeti na godišnju sumu preko 2 milijarde dinara, — onda se može dobiti pojam o tome, šta očekuje narode u Jugoslaviji u skoroj budućnosti, ako sami ne povedu računa o sebi i o svome spasu od diktatorskog režima.

Finansijsko stanje zemlje pokazuje očajniju sliku nego ikada od sada. Prošli trgovački bilans završio se sa pasivom od 1 milijarde i 390 miliona dinara, a ovogodišnji izvoz spao je još niže i od prošlogodišnjeg za 6,7%. Seljaštvo greca pod zelenoškim dugom od 4 milijarde dinara, pod dugom od poreze na stotine miliona, a ovogodišnjim budžetom mesto smanjenja, nabacuju mu se novi budžetski tereti. Mesto povećanja poljoprivrednog kredita kojim bi se seljaštvo svih nacija u Jugoslaviji spasavalo od privredne krize, koja će se zbog rđave žetve još zaoštriti, oduzet je i dosadašnji kredit i predat u ruke bankarima preko t. zv. Privilegovane Agrarne Banke, za isplaćivanje zemlje agama, begovima i velikoposednicima.

Radi »finansijskog jačanja« zemlje, beogradski diktatori

otvorili su širom vrata inostranom kapitalu i, na treću paru sa ovima, grabe sva zemaljska blaga: šume, rude, puteve, saobraćaj. Pristupilo se upravo rasprodaji narodnog imanja, tečenoga kroz stoleća. Sami režimski listovi kao »Jug. Lloyd«, morali su javno priznati te pasivne strane režima ovim rečima: »Nadalje su pasivne stavke (današnjeg režima), što je internacionalni, ali ne baš prijateljski kapital, nekako osvajački pružio ruku i našao pomoćnike za podjarmljivanje svega što kod nas ima neku vrijednost, a mi smo u nemogućnosti da se tome odupremo, jer su prejake one sile koje to odupiranje sprečavaju«.

Ovo otvoreno priznanje režimskoga lista, da su nosioci diktatorskog režima potpuni sluge inostranog kapitala i slepi izvršiooci njegove volje, mora biti zvono, koje će zazvoniti na uzbunu među narodnim masama kako svih potčinjenih nacija Jugoslavije, tako i same srpske nacije. Narodne mase treba da pokažu stranim imperijalistima i zavojevačima, da oni nisu preslabe za taj otpor. Podizanje na noge masa kojima se sprema većito ropstvo inostranom kapitalu (kao u Kini i Indiji) protiv diktature, toga otvorenoga i plaćenoga agenta stranih imperijalista, — podizanje na noge i uvlačenje u odlučnu borbu jeste najpreči zadatak svih naših nacionalno oslobodilačkih organizacija i svih opozicionih revolucionarnih grupa. Hoće li i hrvatski nacionalni pokret jedanput uvideti, da je današnji istorijski momenat sudbonosan, i da istorija nikome ne oprašta greške.

N. Matijević

FEDERAȚIA BALCANICA

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Incotro evoluiază guvernul național-țărănist

Noi nu ne-am făcut iluzii despre partidul național-țărănist nici atunci când el era încă în opoziție și se servea de o îndrăzneată demagogie. Chiar pe-atunci încă noi vedeam clar, cum politica acestui partid era predominantă de o tendință precisă spre un *compromis* cu regimul liberal. Venirea Partidului Național-Țărănist la guvern și cele cinci luni ce s-au scurs de-atunci au confirmat prognoza noastră. Am arătat în articolele noastre precedente cum atât programul de guvernământ anunțat de către d. Maniu în ajunul alegerilor, cât și opera de guvernământ îndeplinită până acuma (noul budget, împrumutul, stabilizarea, prigonirea mișcării muncitorești dela orașe și a țărănimii radicale dela sate, etc. etc.) dovedesc, că interesele pe care guvernul național-țărănist le apară nu sunt interesele masselor largi muncitoare țărănești, ci interesele chiaburimii, ale burgheziei agrare și comerciale, ale unei părți a marilor proprietari și a industriașilor.

Un eveniment politic de mare însemnătate vine să lumineze din nou justetea afirmațiilor noastre. Precum cetitorii noștri, cari ne-au urmărit cu puțină luare-aminte, trebuie să știe, Partidul Poporului al generalului Averescu este un partid alcătuit din reprezentanții unor pături sociale foarte deosebite, spre deosebire de Partidul Liberal, care este omogen și reprezintă burghezia mare industrială și financiară. Partidul Poporului, în afară de grupurile de politicieni carieristi și de militari politicieni, mai avea în sânul său reprezentanții a două pături capitaliste bine determinate: întâi, pe reprezentanții acelei părți a burgheziei comerciale și industriale, care nu face parte din trustul liberal, care nu se bazează deci pe sprijinul și monopolul bancar; și al doilea, pe reprezentanții acelei părți din marea proprietate, care pedeparte este gătită de băncile mari (liberale), iar pedeałtăparte este dezavantajată prin politica liberală de sprijinire a industriei (taxe vamale mari la importul fabricatelor străine) pe socoteala agriculturii (apăsată dimpotrivă de impozite mari și, până nu de mult, de taxe de export la cereale). Industriașii acestia averescani aveau ca port-cuvânt pe fostul sub-secretar de la finanțe Manoilescu, eroul procesului carlist de-acum doi ani; iar marii proprietari aveau ca sef pe economistul-moșier Garoflid.

Intre aceste două aripi ale Partidului Poporului și aripile de dreapta ale Partidului Național-Țărănist există de mult o mare și firească afinitate de interese și de ideologie politică. Pe când generalul Averescu este în realitate un instrument al liberalilor și al camarilei, domnii Manoilescu și Garoflid (acesta din urmă de mai multe ori ministru al agri-

culturei) duceau o politică neconvenabilă liberalilor și urmăreau o apropiere de național-țărăniști. Domnul Garoflid este într'adevăr părintele ideii contopirei Partidului Poporului cu Partidul Național-Țărănist pentru a alcătui un mare partid »agrarian«, ce să se poată opune »cu sorti de izbândă« Partidului Liberal al industriașilor și bancherilor. Atăta vreme cât situația liberalilor părea încă destul de tare și șansele național-țărăniștilor de a ajunge să participe la putere încă prea reduse, aripile Manoilescu-Garoflid se mulțumeau numai să frondeze contra liberalilor și să cocheteze cu național-țărăniștii. Astăzi însă situația este schimbată.

Un șir de evenimente (chestia dinastică, moartea regelui Ferdinand, moartea lui Brăflănu, insuccesul mai ales al politicii economice liberale, insuccesul în încheierea împrumutului, etc. etc.) au slăbit pozițiile liberalilor și au silit regenta să îmbrace rolul de mijlocitor între liberali și național-țărăniști. Această schimbare de situație a dus la schimbarea și a atitudinii aripilor capitaliste-moșierești din Partidul Poporului, anume: la o apropiere și mai mare a lor de Partidul Național-Țărănist. Această apropiere a fost cu atât mai mult favorizată, cu cât însuși național-țărăniștii, dela venirea lor la guvern, nu au făcut de cât să se miște pe drumul unei evoluții tot mai grabite spre dreapta.

Cine a sperat că venirea național-țărăniștilor la guvern va însemna începutul unei »ere noi«, al unei »ere democratice«, acela are acuma prilejul să se convingă de netemeinicia acestor speranțe. Nu o evoluție a României spre democrație țărănească, ci o apropiere a păturilor capitaliste și moșierești împotriva masselor muncitoare dela sate și orașe — iată care este realitatea.

Intr'adevăr: aripile Manoilescu-Garoflid s-au rupt acuma de Partidul generalului Averescu și au ocupat în chip deschis poziții alături de național-țărăniștii. În special grupul Garoflid mai lucrează astăzi numai ca un detașament de manevră al guvernului Maniu. În înțelegere cu moșierii din Partidul Național-Țărănist însuși domnul Garoflid a pus bazele unei »Ligi Agrare«, care își propune să apere interesele agricultorilor »pedeasupra« și »să dea sprijin oricărui guvern, care va ține socoteală de interesele agriculturii« — în cazul de față guvernului Maniu. Această ligă este însă în realitate numai un mijloc »neutr« pentru a strânge în jurul guvernului național-țărănist elementele active ale marilor proprietari și pentru a întări astfel influența marii proprietăți în sânul par-

tidului și guvernului național-tărănist. Ceeace este însă caracteristic, e faptul că această ligă agrară este patronată în chip discret, dar nedesmintit, de către însuși... domnul Mihalache. Ori, cum noi știm că d. Mihalache, ministrul de agricultură, este conducătorul aripei țărăniste și port-cuvântul chiaburimii, conlucrarea Mihalache-Garoflid apare în fapt ca o alianță a moșierilor cu chiaburimea, alianță în care evident nu chiaburimea, ci marii-proprietari sunt aceia cari au profitul și conducerea. În schimb însă »țărăniștii« domnului Mihalache trec complet în lagărul reacțiunii și al marei burghezii, dar ușurează printr'asta deslășirea masselor largi țărănești de acești »apărători« ai țărănimii.

În timp însă ce grupurile agrariene-burgheze (marii proprietari și chiaburimea) se strâng laolaltă pentru a întări caracterul agrarian-burghez al Partidului Național-Tărănist, cercurile de industriasi din acest partid încep să se grupeze și separeze împotriva grupurilor agrariene. Această diferențiere se duce pe linia politicii de protecție a industriei. Agrarienii sunt, firește, împotriva oricărei protecții a industriei pe socoteala statului și, deci, a agriculturii. Ei cer doborârea zidului vamal, pentru ca prețul produselor industriale să poată scădea. În schimb cer ei protecția agriculturii — ceeace însă trebuie să ducă la scumpirea produselor agriculturii, adică la ridicarea salariilor și a prețului materiei prime a industriei. Împotriva acestui program se ridică industriașii din Partidul Național-Tărănist. Și industriașii sunt de acord cu ajutorarea agriculturii ruinate, pentru că numai astfel se poate ridica puterea de cumpărare și a țărănimii, adică se

poate consolida și largi piața internă tocmai pentru produsele industriei. Dar această industrie nu ar putea folosi de lărgirea pieții interne (țărănești), dacă ea ar trebui să concureze liber cu produsele industriei străine, care sunt mai ieftine și mai bune decât ale industriei indigene.

Rolul guvernului Maniu este astfel să țină cumpăna între interesele burgheziei agrare și ale celei industriale, iar pedesupra să satisfacă și interesele capitalului străin. Acest rol de a împăca interesele capitaliste ale diferitelor părți burgheze nu poate fi îndeplinit de cât pe socoteala masselor largi dela sate și orașe. Politica guvernului Maniu nu poate consta decât în organizarea unui protecționism »rațional« și »măsurat« pentru industriașii băștinași, paralel cu organizarea unei protecții pentru marea agricultură și a unui credit rural, care să aducă însă țărănimii în dependența burgheziei agrare sub conducerea căreia va fi de fapt pus acest credit rural.

Nici vorbă nu poate fi deci de o »eră de democrație țărănească«. Nu în spre democrație țărănească se îndreaptă România sub guvernul național-tărănist, ci înspre regruparea și consolidarea lagărului burghez pe linia intereselor industriale deoparte și a celor agrariene de alta, pe socoteala intereselor masselor muncitorești și țărănești. Și rolul guvernului național-tărănist se arată limpede aici ca fiind de mijlocitor între aceste interese burgheze-capitaliste. Guvernul unei democrații țărănești urmează să fie *de-abia* cucerit — ceeace va fi posibil numai printr'o alianță a țărănimii cu muncitorimea industrială împotriva burgheziei capitaliste-moșierești național-tărăniste.

I. Mateescu

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJUER

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVET BALKANIK TË SHYTPUR
BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Lidhja anglo-francese dhe Italia*)

Qi t'a shuej lvizjen me themel, Anglia dhe Franca, si mbretni kolloniale të mdhaja, perpiqen të mobilizojnë borgezin, t' organizojnë bllokun anti-sovietik. Me qenë se ata grabisin shum cen e popujve dhe vetëm ata rrezikojnë të humbin, s' mund të flëjnë rahat per deri sa t' ekzistojë një Shtet puntor qi u-zbulon batakilleqet, qi zgjon puntoret, qi perkrahë popujt e vegjël në lvizjen e qirimit, Londoni e Parisi me mish e me shpirt, po punojnë tue organizue bllokun ushtarak polono-rumun në drejtimin e general Leronit, specialist në çastjet danubo-balkane. Bllokun mund t'a krijojne dhe t'i shpallin luftë Unionit Sovietik, por per të zezen e tyre, sepse do të ndeshen në grushtin e fortë të Ushtrisë së Kuqe dhe në shtepi të tynë, mu n' Europë, do të pelcasë lufta civile, e cila do të mbarojë me revolucionin proletar.

E mbështetur në flotan angleze dhe n' armatën frenge, Antanta e ré nuk drejtohet vetëm kundra puntorve e popujve të shtypur ose kundra imperializmit amerikan; ajo është një grusht edhe per Gjermani e Itali. Kta të dy s' dinë se kah të i a mbajnë: të shirohen, humbasin; të kundërshojnë s' janë të zott. Italia sidomos e humbi fare toruan, sepse i u prishen të gjitha planet. Me qenë se çastja e jonë është e lidhun me Italin, do të ndalem pak mi gjendjen ekonomike dhe politike të saj si dhe mi perspektivat e fashizmit në situatën qi u-krijue me afrimin anglo-francëz.

Italia është vendi më i vorfen n' Europë per kah pasurit naturale: s' ka as hekër, as qymyr, as landë të para. Si kta, ashtu dhe shumicën e ushqimit e importon së jashtmi. Në vend, d. m. th. n' Itali, s' ka bazë materiale per një industri të randë, sepse s' ka më se t' ushqejë fabrikat. Të blesh landë perjashta, t' i sjellish në vend, t' i punojsh, pastaj t' i nxjerrish prap në treg, e të konkurroish me industrin e huej, s' është gjë e kollajshme. Gjënë mirë kur gjënë landë, po ku t' i marr i gjithnjë? Kush i a ep? Burimi i landeve të para është monopolizme me kohë nga të tjerët. Kta i shesin kuej të duen, sa të duen dhe si të duen. Dmth. jeta ekonomike dhe politike e Italis, si e do Shteti, të vorfen, është në dorë të ktyne qi kanë qymyrin, hekurin dhe landët e para. Me gjith kthë ekonomia italiane, qi deri dje kish karakter agrar, në kohë të luftës bëni perparime të mdhaja n' industrializimin e vendit. Mungesa e komunikacioneve me boten e jashtme solli mungesen e plaçkave të domosdoshme per popullin. Kshtu nevojet e tregut të mbrendshëm, mbë njerën anë, dhe nevojet e luftës, mbë tjetren, dhanë

shkas të hapen fabrika të reja. Ky zhvillim i shpejtë i industrisë i mbushi me shpresë kapitalistët italian, qi andrronin se lufta do t' u ipte vise kolloniale të begatshme. Paten bā hesape të mdhaja në bazë të premtimeve të Londonit e të Parisit, mirpo të gjitha dulën fyqkë. Nga Versaille-i Italia s' fitoi kurgja, tue mbetë prap si perpara: me kolloni 20 herë më pak se Franca, 100 herë më pak se Anglia; me kolloni të varfna qi s' apin asnjë kilogram qymyr, qi s' hyejn në punë per immigracion e qi t' ardhunat me zi sigurojnë shpenximet e administrimit. Problemet më me randsi, si çastja e landve të para dhe e emigracionit, nuk gjeten ndonji zgjidhje.

E ardhmja e fashizmit në fuqi bindi shum kend se po hapet një faqe e ré per kapitalizmin italian. Fjalet e mdhaja të Mussolinit, shamata me njejin e me tjetrin, bëni me besue se imperializmi italian nuk do të tallet ksaj here. »Italia o do të zgjëhet, ose do të pelcasë« — pat thanë në fillim »Duce«-ja. Dhe ata, qi priten se mos të lejë ndonji send, të gjith u-gabuen: fjalet e mdha të Mussolinit mbeten vetëm fjalë e kurrgjā tjetër.

Një industri e themelume në shkretin si ajo e Italis është e dnueme me vdekje. Pa marrë para sysh konditat objektive, kapitalistët italian i grahen punës me shpresë se më tutje do t' i gjënin çajre vedit. Mbas mendjes së tynë, të kesh fabrikat, po landët gjinden kollaj. Të mjerët nuk dinin se kush zotnon burimet e landve, aj mbretnon dhe luan me të gjith.

Politika fashiste duhej të zgjidhte tri çastje: 1) të gjente burime landësh të para, 2) të vendoste tepricat e popullit dhe 3) të siguronte treg per plaçkat e fabrikume; me një fjalë të zgjëhej, të zaptonte tokë të reja. Kū t' i gjëjë? Në Mesdhë e në Balkan Franca ka vendosë kapitalet e veta. Nga do qi të sillet, Italia ndeshet me një kundështar aq të fuqishëm sa qi as me të mirë as me të keq, s' mund t' i shkyej gjā. E vetnja shpresë e Italis deri vonë qe antagonizmi anglo-francëz. Bashkpunimi me Anglin i dha Shqypnin dhe... Xharabupin; por edhe ky (bashkpunimi) s' pat një jetë të gjatë. Prishja e ekuilibrit nderkombtar, dmth. ashprimi i relacioneve amerikano-angleze dhe persritja e Antantës anglo-francëze e vuni Roman në një pozitë fare të keqe. Në qoftë se deri tashti s' muelji të realizojë ndonji send, paskëtaj qdo shpresë është e kotë.

Lidhja anglo-francëze e kputi mū në bel Italin, e cila nga asnji pikpamje s' mund të bëjë një politikë indpendente. Do t' i shirohet vullndetit të Londonit e të Parisit jo vetëm per arsye ekonomike, por edhe nga friga e luftës: flota anglo-francëze mund t' i bëjë hi e pluhun brigjet e pa-mprojtna të gadishullës. Lé qi ajo ngordhë edhe per buk, po t' i priten marrëdhënjat me detë.

معروض قالدقرفنی کندیه خاص بر لسان بلاغته ایقاح ایتمشدرکه بیوک شاعری آلتیشلایان آلرک همان اکثریسی ندامت کوز یاشلریله ایصلانمشدی.

باربوسک، «آتش» مؤلفنک قیمتی نظقری عیناً غزته رده درج اولدینی ایچون بوراده یالکز سیرکوسده کی نطقنک اک روحی اولان بعض فکرفرنی ذکر ایتمکنن وازگجه مه یورم. باربوس؛ دشمنلریمک پک قوتلی اولدینی و بونک ایچون جبهه لریمک پک قوتلی دیسیلینه ترصین ایدلمسی و چونکه دیسیلینسن بر جبهه نک کیتی، کثرتی نه اولسه قوتلی اوله میه جنی و مظفریتک دائماً کیتده دکل قیمت و کیفیتده اولاجنی ایکی واضح مثالله بیان ایتدی. مثاللردن بری ایتالیا پروله تار یاسی دیکری روس پروله تار یاسی ایدی. ایتالیا پروله تار یاسی اساسی دیسیلینه مالک اولمادیغندن موصولی اوج بیک سرسری ایله رومانی ضبط ایتدی. و درت سنده دت بون ایتالیا یی خواجه باغلا دی. روس پروله تار یاسی ایسه حربک اک آجی صفحاتی کورمش ایکن وسائط نقلیه نک فقدان، چار طرفدارلرینک، قایتالیستلرینک حدسز حسابسز قوتلری آره سنده صوغه، آچله قاتلانهرق ثبات ایتدیله، هیچ بر مشکلاته قارشی ضعیفیت کورستمدیلر. بر ایکی اوج درت انقلاب یایدیلر تاکه حکومتی، قوتی کندی لرینه آلدیلر. آرایه بیرن سوسیالیست مه نشه ویک و سائر فرقه لریک ساخته سوزلرینه آلدانادیلر. کندی پرینسیپلردن ذره قدر فدا ایتمدیلر و بونک ایچون قراندیلر. جلاد مؤلفنک بو ایکی وجین، بارز مثالی افکاری تنبیه و تنبیه ایتدیکی بیوک آلتشدرله یاشاسون روس انقلابی عملیه سی، یاشاسون سوویت عمله حکومتی، یاشاسون ثبات و متانت سوزلری درت بیک کشینک آغزندن بردن چیقوردی. ادیب و خطیب شهر فان نولینک عموم بالتان اختلاجی تشکیلاتلری (ماکدونیا، آلبانیا، قوصوه، دوبروچه، تراکیا قومیتلری) نامنه بالتانده کی اشقیا فاجیست حکومتلرینک فایع و مظالمی حقدیه رقم، زمین و زمان کورستهرک کندیه خاص اولان طلاقیته افکار عمومیه یی اوله بر صورته تور ایتمشدرکه بر چوق تشکیلات دلکلی، غزه ته محرلری کندیسندن آریجه، اهمیتلی نوظلر آلتشدر.

صوک سه آنسده عموم دلکار هب بر آغزندن نه تترناسیونال مارشنی تریم ایدهرک قونفره باربوسک بو صوک سوزلریله قیامشدر. قاماراد؛ ایش بیتمه مشدر. هنوز باشلامشدر. هر عمله تشکیلاتی یکانه حرب سلاحی آلفه حاضرلانه جقدر. فاجیزمه قارشی مدافه کافی دکدر. آکا غلبه ایشک لازمدر. فاجیزمه قارشی مجادله بر انقلاب مجادله سیدر.

راصد

برلین



Situata internazionale e Italis vjen gjithnji tue u-keqsue; kriza ekonomike qi kaloi në kta dy vjet dhe fitimi i imperia- lizmit freng e kanë dobsue shum pozitën italiane. Bankrrotat, prishja e aparatit të produktionit dhe shitja e fabrikavet (të mëndafshit etj) kapitalistive amerikan, si konsequenca të krizës, e lkunden mu në themel ekonomin italiane, e cila s'mund të qindrojë më mbë kambë të veta, pa ndihmë të huej. Kapitali i huej do të zhvillojë doemos ato degë qi i duhen më tepër e, do zhduket pak nga pak independenca e industris dhe Italia heret ose vonë do të kthehet në nji agent ekonomik dhe politik i Anglis ose i Amerikës.

Italia fashiste, e izolueme pas »trathfis« së Chamberlenit, do t'i uli fjalët dhe do të perpiqet t'a shityej edhe pak mbarim- in e saj me ndihmen e huej. Mussolini pat thanë dikur në parlament: »Detyra e jonë e para: me rritë fuqit t'ona t'ushtrisë. Duhet të jemi gati në kohë të duhur të mobilizojmë 5 million njerëz dhe të kemi possibilitet me i armatose. Na duhet t'a rrisim flloten t'onë dhe aq t'i forcojmë fuqit t'ona t'ajrit, sa qi zhurma e motorrave të shuej çdo zhurmë tjetër dhe hija e tyne t'a xajë dillin qi mblon token italiane«. Shifet sheshit se qellimi i ktyne fjalvet tinglluse s'ka qenë veç se me shurdhue atë qi s'i kupton punët mirë. Ngjarjet dita me ditë po vertetojnë se Italia s'ka bazë materiale per nji plan të tillë e se goja e Mussolinit ishte vetë aj motorri qi »do të shuente çdo dhunë tjetër«.

(Vijon.)

Miles

مظالمندن، پروله تار عمله قارشی بسلدکری کین و غط ایله اقلیلره قارشی ارتکاب اولان وحشلردن وثائق کورستهرک بیاناتده بونمشدر هر خطیب کندی ملکتی حقدیه کی فاجعلی صحه لری سولدیجه، اشقیاً نه مپریالیست حکومتلر عموم طرفدن تلنی ایدلمکده و مظالم حرفی حرفنه قید ایدلمکده ایدی. آلتشدر، قولووارده، قومیسونلرده، ایش سالونلرنده مناقشه لر، دیسکوسیونلر، حرارتلی بر صورته یابلقده ایدی. مقرراتک نه مپریالیست، فاجیست اشقیا حکومتلرینک قونفره ده تیت اولان وحشت مظالمک بر آن اول نشر اولناسیچون هرکسده عصبی بر صبرسزلق مشهور ایدی، قونفره روحنده:

آتی-فاجیست مشترک جبهه نک ایلیک پروله تار یاسی قهره مانلرینک بولنه جنی ایبان و قناعتی پک واضح آکلاشیش و بونک ایچوندرکه دنیا آتی-فاجیست جبهه لرینک هر یرده قوتلی و صارصلماز بر عزم و دیشینه مالک اولان عمله پروله تار یا ایله صیقی و دائمی مناسبات تأمین ایتهلری لوزی تحقق ایتمشدر.

قونفره روحنده:

فاجیستک حرب زنگینلرینک، حرب یاغماکرلی اولان مرجع عسکری جنراللرینک ایشدر. اولرکه انسان لاشلردن پاره قازاناق حظ و لذتی دویمشدر. اولر دائماً یکی یکی حربلر یاراناق ایستلر. بونک ایچوندرکه بین الملل نه قدر انسانی تشکیلات وار ایسه حرب علیهنده نه قدر صلح پرور جمعیتلر وار ایسه اولرک کافه سی ایر کچ بزم فروتمزه، جبهه مزه یاقلاشه جقدر. بین الملل مدافعه حقوق بشریه، صلب و هلال احمر جمعیتلری و سائر.

قونفره روحنده:

فاجیستک، ده مورقایی، پاتریوتیزم، ناسیونالیزم، ماسکله لری آلتنده فروتمزه جبهه قدر صوفولمشدر. بزم کندی سلاحزله بزی اولدیرمکه حاضرلانش بر دشمندر. بونک ایچون قوتلرمک عمله و ماس طبقه سنک، کچکلک، بو قره کوملکی قاتل دشمنن محافظه ایدلمسی تحقق ایتمشدر.

قونفره روحنده:

بوگونکی کونده دنیاده متوسط جبهه قائمامشدر. باشلیجه بربرته قارشی ایکی جبهه وارددر. بری پروله تار حکومتی، بونک مظلوم ملترک، اقلیلرک قولونلرده اسارت ایتنده ایکنه بین ملترک، فاجیست و نه مپریالیست حکومتلری اداره لری آلتنده اسیر کی یشایان عمله نک یکانه حامیسی اولان روس بیوک سوویت جمهوریتی جبهه سیدر. دیکری قایتالیست، فاجیست حکومتلری جبهه سی در. بو حقیقت پک آچیق تبارز ایتمشدر.

قونفره روحی خلاصه لریله بروجه بالا درج ایدلمش مواد قونفره مقرراتی دکدر. او مقررات عیناً طبع اولنه جنی ایچون بوراده ذکر ایدلمه مشدر. قونفره روحی خلاصه لری اوراتورلرک خطیلرک بیاناتدن، لاشلردن، بروشورلردن استحصال اولان روح در. بو تاریخی بیوک آتی- فاجیست قونفره سنک اک پارلاق نمایشی ۱۰ مارت بازار، کونی «سیرکوس بوش» ده کی اجتماعده اولمشدر. بوراده برلینک اک حساس و اک مبارک عمله سیالری حاضر بولیبوردی. صباخک اون برنده قوجه سیرکوسک تکمیل لرلی دولمشدی بر چوق خلق آیاقده قائمشدی. بو درت بیک کشیک قاماراد آرغاداش و بولداش، ماس، کتله اجتماعده هانری باربوسک، بیلولیک، فان نولینک، قارولیک نظقری بیوک آلتشدرله قارشولاشمشدر.

بیوک سیا هانری باربوسک اعجازکارانه سوزلری بالخاصه آلمان فرانسیز، ملتری آره سنده کی عصری عداوتلرک کیملردن و نهدن متولد اولدینی، ایکی ملنک عمله صنفده، خلق کتله سنده قارشلق و هم دردلکدن باشقه بر مناسبت اوله میه جنی، بو ایکی قومشو خلق دنیانک هر طرفنده کی عمله و کتله طبقه سندن فصله نه مپریالیست و قایتالیست حکومتلرینک ظلمه

بalkan فدائى رايونى

هر اون بش كوده انتشار ادر

بalkan اقليتلرينك ومظلوم ملتلرينك مجموعده سيدر

بالعموم بالقان اسانلرنده باريلمقده در

بر رومانيا دلکسنك تکليفى اوزرينه مختلف مملکتلرده فاجيست: ته مپرياليست حکومتلرينك حسنه لرينه دوشن اجرائك قونفره غرى رياسته اتخابلرى اجرا ايدلدى. ايتاليان يکرى دوت سنه محكوم مبعوث تراستيني (Terracini)، اون سکر سنه به محكوم مبعوث پروفيسور غرامشى (Gramsci)، مجارستان سکر سنه به محكوم راقوسى (Rakosi)، بلغارستاندن، يوغوسلاويان، پولونيان، فرانسه دن، آلمان يان آغر جزالده محكوم برر آحرار اسملى قونفره دوسيه سنه قيد ايدلدى. آلمان مبعوث مونسبرغ (Münzenberg)، قونفره رياستى نامنه: بولرده فاجيست حکومتلرينك بر چوق مشکلات و تضيقاته مقاومت ايدرك قونفره به اشتراك ايتمك اوزره كفن مرخصلره تشكر ايتدى. و قونفره روزنامه سى بروجه آتى بيله ىردى

۱. فاجيستلک، ته مپرياليستلک، حرب تهلكسى موضوعى اوزرينه هانرى باربوس، ميليو، مانفرد گنورغ، (Henri Barbusse, Miglioli, Manfred Georg) مبعوث ولتى (Velti)، قازولى.

۲. فاجيست تهرورى موضوعى اوزرينه ميليو (Miglioli) عموم بالقان اختلاجى تشکيلاتلرى نامنه آلبانيا اسبق باش وکلى خطيب شهير فان نولى (Fan Noli) و بر پولونيا ره فرته تى.

۳. کولى، ايشجى و ته ته لکتوته لک يعنى منور و متفكرلک حال و وضعيتلرى موضوعى اوزرينه پروفيسور جارى، ميليو، ييطنر، (Genari, Miglioli, Bitner) اشبو روزنامه داخلنده اوراتورلر، خطيلر حرارتلى و بيوک بر عزم و ايمان ايله مملکتلرنده کى ته مپرياليست و فاجيست حکومتلرينك

برلينده بر يوم تاريخى: ۹ مارت ۱۹۲۹ بين الملل آتى-فاجيست قونفره سى

فاجيستلک، بو قره کوملک، بتون دنيايه ماتم البيسه سى کيديرمک ايسته ين بو عصرى طاغون بو کونكى کونده بشرتيك اک بيوک دشمنلرندن؛ بو عمومى و مشترک دشمنه قارشى ال برلکيله مجادله ايديه بيلک ايچون حر آلمان جمهوريتى پايتختى بين الملل مختلف تشکيلاتلر دلکله ينى طولامق شرفى احراز ايتدى. دنياك هر طرفدن قوشان مرخصلر ۹ مارت ۱۹۲۹ ده اسير ملتلك يکانه خلاصكارى اولان قرمزى بايراقلره دونامش سنديقال اولرک بيوک سالوننده برلشديلر.

بيوک تاريخى قونفره ده آوروپاي غرينک ۲۰ قى متجاوز مملکتلرن، القانلردن و حتى اک صوک کونده، آمريقادن، آلمان جمهوريتنک هر طرفدن ايکى يوزى متجاوز دلکله طولاندى.

اسير ملتلك، مظلوم بشرتيك بو کونكى کونده اک بيوک قهره مانى، بيوک محترم سما هانرى باربوس (Henri Barbusse)، قونفره رياستى آراى تام ايله آلدى. مقام رياست رفاقتنه، Präsidium ته اشتراك ايدن باشليجه سماردن سنوق (Snock) انکلتزه آتى-فاجيست قومته سى کاتبي، ييطنر (Bitner) پولونيا مرخصى، مونسبرغ (Münzenberg) آلمان قومونست پارتيسى مبعوث، ستاسووا (Stassova) روس دلکسى، قازولى (Karoly) مجار اسبق باش وکلى، بالقانلر تشکيلاتلرى عمومى دلکسى آرناولدق اسبق باش وکلى اديب شهير فان نولى (Fan Noli)، ميليو (Miglioli) ايتاليا سابق قاتوليك کولى پارتيسى مبعوث و مارتى (Marty) فرانسه کولى پارتيسى دلکسى ايدى.

Adresse du journal:

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prière d'adresser tout envoi d'argent à "La Fédération Balkanique
— Postscheckkonto No. D-75.796 Wien, Autriche"

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.60 et 6 pour l'Au-
triche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous
les autres pays.

Texte français (pages 2521—2528)

P. Louis: La Quinzaine Internationale
G. Péri: Voyages diplomatiques
N. Matijević: Le budget de la dictature Yougoslave
A. Tchérneff: L'insuccès de la Conférence de Pirot
Eltava: C'est la Fédération qui a sauvé les Républiques du Caucase
Contre le bâilonnement de la presse des travailleurs en Bulgarie
C. Novakovič: La question macédonienne — XI. Fin.
Dobroudjansky: Une protestation collective des citoyens du village de Garvan contre la tyrannie roumaine

Texte allemand (pages 2529—2534)

Der Internationale Antifaschistische Kongreß
Kremakoff: Der neue faschistische Anschlag gegen die Arbeiterbewegung in Bulgarien
Melingos: Die "brillante" Etappe des Venizelismus

Texte bulgare (pages 2534—2540)

H. Balkanekki: Първия международен антифашистки конгрес в Берлин
Международния антифашистки конгрес

Една декларация на Балканските национал-революционни организации
Кремљков: Новия фашистки удар над работническото движение в България
А. Чернев: Непуспеха на Циротската конференция поради Македонија

Texte croate (pages 2540—2541)

N. Matijević: Budžet diktature

Texte roumain (pages 2541—2542)

I. Mateescu: Incotro evoluiază guvernul național-tărănist

Texte albanais (pages 2542—2543)

Miles: Lidhja anglo-francese dhe Italia—III

Texte turc (pages 2543—2544)

راصد: برلينده بر يوم تاريخى: ۹ مارت ۱۹۲۹ بين الملل آتى-فاجيست قونفره سى